

MOYEN-ORIENT ENTRE ISLAMISME, DEMOCRATIE ET
NATIONALISME ARABE

SEHER GÖZDE AŞAN

JUIN 2017

MOYEN-ORIENT ENTRE ISLAMISME, DEMOCRATIE ET
NATIONALISME ARABE

SEHER GÖZDE AŞAN



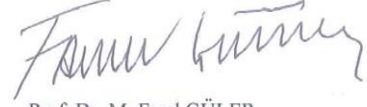
MASTER

DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES

UNIVERSITE YEDITEPE

JUIN, 2017

Approval of the Institute of Social Sciences



Prof. Dr. M. Fazıl GÜLER
Director

I certify that this thesis satisfies all the requirements as a thesis for the degree of Master



Prof. Dr. Jale CİVELEK
Head of Department

This is to certify that we have read this thesis and that in our opinion it is fully adequate, in scope and quality, as a thesis for the degree of Master of Social Science.



Yrd.Doç.Dr. Işıl Zeynep TURKAN İPEK
Supervisor

Examining Committee Members

Yrd. Doç. Dr. Işıl Zeynep TURKAN İPEK (Yeditepe Üniversitesi)



Doç. Dr. Beyza Ç. TEKİN (Galatasaray, Üniversitesi)



Yrd. Doç. Dr. Gökçe BAYINDIR GOULARAS (Yeditepe Üniversitesi)



I hereby declare that all information in this document has been obtained and presented in accordance with academic rules and ethical conduct. I also declare that, as required by these rules and conduct, I have fully cited and referenced all material and results that are not original to this work.

Name, Last name: Seher Gzde Aan

Signature :


19.06.2017

RESUME

Le Moyen-Orient est une région qui contient de la diversité ethnique, religieuse, culturelle et qui a une histoire importante. Il s'agit d'un conflit permanent entre le nationalisme Arabe, l'islam et la démocratie sur la région. Le Moyen-Orient est une région qui est formée par l'Islam. Les idéologies islamiques dans le Moyen-Orient sont les plus dominantes et les plus efficaces que le nationalisme Arabe et la démocratie ; d'où le fait d'avoir les relations entre ces facteurs au Moyen-Orient.

Mots-clés : Le Moyen-Orient, la démocratie, le nationalisme arabe, l'islamisme

ÖZET

Ortadoğu, etnik, dini, kültürel birçok çeşitliliği ve önemli bir tarihi içeren bir bölgedir. Bölge üzerinde, demokrasi, din ve Arap milliyetçiliği arasında sürekli bir ilişki söz konusudur. Ortadoğu, İslam diniyle şekillenen bir bölgedir. Ortadoğu'da ki İslami ideolojiler, milliyetçilik ve demokrasiye göre daha baskın ve etkilidirler. Bölge, yaşanan olaylarla, gelişmelerle birlikte, bu üç faktör arasında sürekli bir ikilem yaşamaktadır.

Anahtar kelimeler :Ortadoğu, demokrasi, arap milliyetçiliği, islamcılık

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION	1
1. TROIS CONCEPTS: DEMOCRATIE, ISLAMISME ET NATIONALISME	8
1.1 Le Concept de Démocratie.....	8
1.1.1 Les approches de la démocratie	11
1.1.2 Qu'est-ce que la laïcité ?	15
1.2 Deux Concepts Différents: Islam et Islamisme	20
1.2.1 La visibilité de l' Islam	23
1.2.2 L' Islamisme en tant que notion réformatrice pour la région	26
1.3 Les Approches du Nationalisme	30
2. LA RELATION ENTRE LA DEMOCRATIE ET L'ISLAM AU MOYEN ORIENT	41
2.1 La Problématique de l'Instauration de la Démocratie au Moyen-Orient.....	41
2.1.1 Le Printemps arabe	53
2.1.2 Une conséquence démocratique : L'exemple de la Tunisie.....	62
2.2 L'Effet de l' Islam sur la Démocratie au Moyen-Orient.....	64
2.2.1 Le salafisme et la démocratisation en Egypte.....	66
2.2.2 L' Islam est-il compatible avec la démocratie ?	70
3. LE NATIONALISME ARABE ET ISLAMISME.....	80
3.1 L'Emergence du Nationalisme Arabe.....	80
3.1.1 Les processus de l'indépendance des pays du Moyen-Orient	89

3.1.2 Le nationalisme arabe après les indépendances.....	92
3.2 La Relations entre l’Islam et le Panarabisme.....	97
3.2.1 Le Parti Baas sur les formations de l’arabisme.....	99
3.2.2 L’Islamisme peut-il être une alternative au nationalisme arabe au Moyen- Orient ?.....	104
CONCLUSION.....	110
BIBLIOGRAPHIE	114
Annexe A : Curriculum Vitae.....	121

INTRODUCTION

Le Moyen-Orient est un berceau des civilisations et un carrefour entre l'Afrique et l'Asie qui comprend le Proche Orient et la péninsule Arabique.

La définition de Moyen-Orient est une définition géopolitique. Le Moyen-Orient est un carrefour stratégique. Aujourd'hui, la géographie du Moyen-Orient se forme par l'Egypte, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Israël, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, la Péninsule arabique et la Turquie. Dans le sens étroit, le Moyen-Orient est la Péninsule arabique et la Mésopotamie qui contient la Syrie et l'Irak. Dans la littérature moderne, le Moyen-Orient a été utilisé pour la région restante entre l'Afrique du Nord qui compose l'Egypte et le sud-ouest de l'Asie à partir de l'ouest du sous-continent indien (Davutoğlu, 2001).

Le Moyen-Orient est une région stratégique en raison de caractéristiques géographiques et de richesses souterraines et il a les réserves de pétroles mondiales. En même temps, cette région a une importante diversité ethnique, culturelle, religieuse. La diversité au Moyen-Orient a toujours une fonction qui déclenche des événements dans la région et elle est marquée par des guerres, des conflits et des tensions. Toutes ces diversités influencent, en retour les régimes politiques, les structures sociales et les relations entre les pays au Moyen-Orient.

Toutefois, en raison de l'hétérogénéité ethnique et sectaire, les conflits et le manque de démocratie, nous montrent qu'il y a les interactions qui cause les nouvelles processus entre l'islamisme, la démocratie et le nationalisme arabe.

Nous considérerons donc la démocratie comme un régime idéal pour les pays, puisque dans les démocraties, la souveraineté du peuple est avant tout une condition cruciale. Le respect des droits d'égalité et de liberté pour chacun des citoyens est une autre condition pour la démocratie (Sabeh, 2014). Partant des définitions de la démocratie, on peut dire que la religion doit être séparée de l'Etat dans une démocratie (Sabeh, 2014).

Au Moyen-Orient, des régimes démocratiques n'ont pas été établis. Il y a les élections simulacres dans certains pays. Il y a deux pays qui dument les élections : La Turquie et l'Israël. C'est pourquoi, aujourd'hui, la démocratie au Moyen-Orient est une question importante.

Le Moyen-Orient est la géographie des religions, qui est de plus fortement liée à des caractères religieux; elle est « avant tout » le berceau des trois religions monothéistes (Sabeh, 2014).

L'islam a une position très dominante au Moyen-Orient. C'est pourquoi, les principes de l'islamisme ont une influence sur des éléments sociaux comme la politique, l'éducation, la vie sociale, la culture, l'idéologie, la science et le droit de Moyen-Orient. Dans certains cas, il joue un rôle décisif.

L'impact de l'islam doit être pris en considération dans tous les cas étudiés. Même s'il peut être unificateur dans certains cas, il peut être aussi séparateur, puisque l'islamisme n'est pas homogène mais lié à plusieurs sectes. Les deux sectes les plus importantes sont le sunnisme et le chiisme. Le Sunnisme est majoritaire, et il est un instrument de légitimité des pouvoirs en place (Laurence, 2000).

Au Moyen-Orient, la religion est un phénomène expliquant et influençant la politique. L'islam est un composant qui interagit non seulement avec la démocratie mais à la fois dans le nationalisme Arabe.

Le nationalisme Arabe est un nationalisme plus culturel. Il était initialement plus anti-impérialiste et anti-occidentaliste; alors que; depuis 1948, il est devenu un mouvement contre le sionisme. La question palestinienne est une question unificatrice pour le nationalisme arabe (Larzillière, 2012). Après la Guerre Froide, l'influence du nationalisme Arabe a commencé à diminuer. Il y a certains facteurs du nationalisme au Moyen-Orient et parmi ces facteurs, nous pouvons citer la culture, la religion, la politique et l'ethnicité. Mais les idéologies islamiques sont les facteurs les plus importants réduisant l'influence du nationalisme arabe.

L'objectif du présent mémoire est de décrire et d'analyser les effets de l'Islamisme sur le nationalisme arabe et la démocratie. De ce point de vue, notre problématique se forme par l'idée que l'Islam est une religion très dominante et il a été un facteur d'unité sur le nationalisme arabe dans certaines périodes et dans le cas de certains pays, mais, qui tout de même présente des limites. Par exemple, le mouvement salafiste est opposé au nationalisme, en effet, il donne la priorité à l'oumma (ümmet) et au panislamisme (ümmetçilik). Donc, avec le développement de l'islamisme, l'efficacité du nationalisme arabe a diminué.

L'hypothèse de ce mémoire est que l'Islam est un facteur dominant à l'égard de développement et l'évolution de la démocratie et du nationalisme au sein de la région. Ce mémoire a l'objectif de montrer le conflit et la relation entre ces trois

termes au Moyen-Orient, puisque le Moyen-Orient est une région très étendue basée sur divers conflits religieux, ethniques et gouvernementaux. Cette étude vise donc à étudier les dynamiques de la région autour de trois concepts en ayant un point de vue académique sur le Moyen-Orient. La Turquie et l'Israël sont deux pays démocratiques au Moyen-Orient, c'est pourquoi, notre objet d'étude n'insistera pas beaucoup sur ces deux pays. Dans ce mémoire, nous n'allons pas étudier les concepts particulièrement pays par pays, mais, nous nous concentrerons davantage sur les pays tels que la Syrie, l'Irak, l'Égypte et la Tunisie, car ces pays sont les exemples qui montrent le mieux ces concepts. Nous examinons également que la Tunisie est le début de la période du printemps arabe. Et, pour la démocratie, le Quartet du dialogue national en Tunisie est un exemple considérable. En termes de relation entre l'Islam et la démocratie, le parti Nour en Égypte constitue un bon exemple qui sera discuté. Enfin, le parti Baas est un exemple de nationalisme arabe, en particulier en Syrie et en Égypte. En général, les pays ayant une tradition baassiste sont importants pour cette thèse.

L'Islamisme est un facteur dominant et efficace, il existe un nationalisme arabe né pour définir son propre peuple contre les forces impérialistes. Néanmoins, le nationalisme arabe s'est effondré car, une unité arabe forte et efficace n'aurait pu être atteinte. Ainsi, avec l'Islamisme, le nationalisme est resté en arrière-plan.

Quant à la démocratie, elle est toujours un sujet de discussion pour le Moyen-Orient. La région contient des régimes autoritaires et la société est définie par la religion au lieu des éléments démocratiques comme la priorité de l'individu, les

élections, la laïcité, le droit etc. Les étapes démocratiques ont été utilisées comme un moyen.

Cette étude a été développée à travers des études de cas et de recherches de littérature. En examinant les concepts de nationalisme arabe, de démocratie et d'islamisme, ce mémoire a été formé sur les relations de ces concepts.

Dans la première partie, nous allons aborder une recherche sur la littérature de l'islamisme, de la démocratie et du nationalisme. En faisant une recherche sur la littérature au Moyen-Orient, nous expliquerons les caractéristiques générales de ces termes propres au Moyen-Orient.

La deuxième partie du mémoire a pour but d'étudier la démocratie et l'islamisme au Moyen-Orient. La question fondamentale, l'Islam est-elle un obstacle à la démocratie? Les lois religieuses pourraient empêcher et limiter les règles démocratiques. Cependant, le processus démocratique peut être créé. Ces deux notions (la démocratie et l'Islam) seront expliquées par le cas d'étude de la Tunisie qui montrera la possibilité d'existence d'un résultat démocratique au sein de la région. Le quartet du dialogue national en Tunisie a organisé des négociations entre les partis politiques tunisiens pour assurer la transition du régime démocratique et ce quartet a obtenu le prix Nobel de la paix 2015 pour son soutien à la transition démocratique¹.

¹Announcement-The Nobel Peace Prize for 2015, 2015, http://web.archive.org/web/20151222204725/http://nobelpeaceprize.org:80/en_GB/laureates/laureates-2015/announce-2015/.

Nous pouvons traiter le salafisme en Egypte comme un autre exemple pour l'effet de l'Islam sur la démocratie. Mais, ce sujet est basé sur le dilemme entre la démocratie et l'Islam. Le Groupe qui a composé le parti Nour n'a pas participé à la révolution du 25 janvier 2011 et était contre la révolution parce que, selon eux, cette révolution était le reflet d'une opposition au dirigeant du pays. Mais, après la révolution, ils ont fondé leur parti et sont entrés dans le processus politique démocratique. Ce parti salafiste Al-Nour a bénéficié de l'opportunisme politique et reflète une dimension différente de la relation entre la démocratie et l'Islam.

Le dernier chapitre présente une perspective qui traite le nationalisme arabe au Moyen-Orient. Cette partie examinera également l'importance du parti Baas pour le nationalisme arabe et discutera la question suivante : « l'Islam peut-il être une alternative au nationalisme arabe au Moyen-Orient ? »

En dehors de la Syrie, le parti Baas a également été organisé en Irak, en Jordanie et au Liban. Mais, dans cette étude, nous examinerons le parti Baas en particulier sur la Syrie. Car, aujourd'hui, la Syrie est le pays le plus important où continue la tradition de Baas. Dans la première moitié du 20e siècle, l'arabisme s'est développé avec le parti Baas. Pour l'arabisme, le parti Baas est donc un composant crucial. Le parti Baas arabe est socialiste et a été fondé par les nationalistes arabes dirigés par Michel Aflaq, Zaki al-Arsouzi et Salah Eddine Bitar en 1947 (Naba, 2008). Ils mettent l'accent sur la dimension culturelle arabe commune que représente l'Islam. La doctrine du nationalisme de Baas est basée sur le principe d'une « Unité de la nation arabe ».

Le Parti Baas était une association efficace dans le monde arabe et a été une puissance principale au Moyen-Orient. Le nationalisme arabe avait toutefois une nature islamiste ; Baas voulait construire une société arabe laïque en attachant toute fois beaucoup d'importance à l'Islam. Le Baas considère l'Islam comme l'élément le plus précieux de la construction du mouvement national arabe (Taha, 2012). Cependant, après 1970, l'efficacité du nationalisme arabe a diminué avec la montée de l'islamisme puisque, l'arabisme a perdu son potentiel.

Enfin, le mémoire a pour objectif de poser un œil critique à l'égard de trois notions qui causent un dilemme et qui mettent en œuvre la question ouverte à savoir « est-ce que la démocratie et le nationalisme arabe peuvent-ils coexister avec l'Islam? »

1. TROIS CONCEPTS: DEMOCRATIE, ISLAMISME et NATIONALISME

La démocratie est un concept discuté concernant le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est une région riche en histoire et en tradition, mais aussi une région marquée par les tensions et les guerres (Giasson, et al, 2006). Le Moyen-Orient a toujours été une région conflictuelle en raison de l'emplacement, de la structure géographique et sociale et de la politique. Cette région a des régimes autoritaires depuis le passé. Aujourd'hui, avec les développements tels que le printemps Arabe, les nouveaux procédés sont apparus qui affectent les gouvernements des pays.

1.1 Le Concept de Démocratie

Le mot « Démocratie », est dérivé du mot grec “démokratia” (Fouchard, 1997). Après XVIIe et XVIIIe siècle, la “démocratie” est émergée comme une solution contre le despotisme et le féodalisme qui est considérée comme un obstacle au développement. La démocratie a été instituée en Grèce, à Athènes, au Ve siècle. et on s'accorde à considérer qu'elle est l'ancêtre et le modèle des démocraties modernes (Dastur, 2010). En Grèce, la démocratie n'est pas formée avec la révolution (Dastur, 2010). A cette époque, le système représentatif n'a pas été reconnu. Car, la population a été insuffisante.

Dans la démocratie athénienne, la communauté créée par les citoyens était dominante et il n'y avait pas d'autres institutions ou règles limitant. Tous les citoyens avaient le droit de voter au parlement. Mais contrairement aux conditions actuelles,

les femmes, les esclaves et les étrangers résidents n'avaient pas ces droits. Cette démocratie athénienne a constitué un modèle pour les démocraties modernes.

Le terme de démocratie est composé de deux sens comme une philosophie de vie et un système politique (Martins, 1949). Il s'agit de l'implantation de la justice sociale dans un premier sens et de la demande à la démocratie dans l'autre.

La démocratie est une forme de gouvernement et un régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple. La définition la plus simple est celle d'Abraham Lincoln : "le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple" (Avonyo, 2008).

La démocratie a été analysée selon différentes perspectives à partir de la période grecque classique jusqu'à nos jours. Les sociétés ont vécu la démocratie selon leur structure socio-économique, politique et juridique.

La forme du gouvernement démocratique est un mode de vie politique est celle qui a donné la plus grande liberté aux individus et qui fournit la plus grande diversité et qui protège aux individus (Touraine, 1997). La démocratie est basée sur la reconnaissance de la liberté individuelle et collective par les institutions sociales.

La démocratie signifie le pouvoir du peuple ou de la majorité dans la Grèce antique. Elle est un régime composé de citoyens libres et égaux en droit. Selon Aristote, la liberté est le fondement de la démocratie. Dans l'Empire romain, les droits démocratiques ont été formés généralement sur les distinctions de classes sociales. La Rome a fondé une gestion mixte qui est formée de personnes ayant des intérêts

différents pour garantir un régime stable. Le concept de démocratie va disparaître mais les droits vont continuer à se développer. Dans cette période, la république, les lois, les droits et leur codification étaient très importants.

L'individu, la société et l'Etat caractérisent la démocratie (Bassioni, 1998). Dans les démocraties, l'individu est dans une position plus décisive par rapport à d'autres systèmes politiques. La limitation de l'Etat est un principe très important pour la démocratie.

La démocratie peut avoir des sens différents. Selon Sartori, la démocratie idéale et la démocratie réelle ne sont pas la même chose. La démocratie idéale et la démocratie réelle sont en contradiction (Demir, 2010).

Selon Alexis de Tocqueville, la demande générale et inévitable des peuples est la démocratie. La démocratie est un Etat social dans lequel les citoyens sont égaux au niveau économique ou social (Peralva, 2008). L'égalité des conditions est un principe nécessaire pour une société démocratique. L'individu a droit à un traitement identique qui est garanti par des règles formelles. Dans une démocratie, les individus doivent être égaux (Tocqueville 1835). C'est pourquoi, l'uniformisation des modes de vie et la disparition des classes sociales appartiennent à la définition de la « démocratie » de Tocqueville.

La démocratie est un ensemble de politiques de réduction des inégalités, qui visent à préserver les intérêts d'une majorité de citoyens (Peralva, 2008). Elle reconnaît l'égalité aux citoyens.

En plus, la mise en place des institutions démocratiques est indispensable pour la démocratie et ces institutions sont associées à l'existence d'élections libres, la responsabilisation des politiciens vis-à-vis des électeurs et la participation libre des citoyens aux activités politiques (Acemoglu et Robinson, 2005).

1.1.1 Les approches de la démocratie

Il existe plusieurs approches différentes définissant la démocratie dans la littérature de sciences politiques et des relations internationales.

Les théories réalistes de la démocratie tentent d'expliquer les caractéristiques communes des formes démocratiques de gouvernement. L'une des caractéristiques de ces types de régimes démocratiques est de répondre aux demandes des citoyens.

Selon Habermas, la présence d'espace de communication publique est une condition nécessaire pour qu'un gouvernement démocratique soit établi entre l'Etat et la société.

La démocratie a besoin d'un espace adopté et défini politiquement et elle est une place respectable qui représente l'ordre des droits humains comme un régime politique (Felice, 2010). Parallèlement elle doit assurer la participation du peuple au gouvernement, la pluralité des partis et le gouvernement électif et temporaire (Freyre, 1949).

La liberté des individus, la règle de la majorité, l'existence d'une « constitution », la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), l'élection et le référendum sont très importants pour la démocratie. Ces principes constituent les

fondements de la démocratie. Il s'agit du respect de la pluralité des opinions et de l'intérêt commun (Bassionuni, et al., 1998).

Si la démocratie naît d'une demande de liberté, elle est une démocratie forte. La liberté est un facteur important pour la démocratie. Cette liberté doit être dans les limites constitutionnelles et juridiques. La démocratie vise essentiellement à préserver les droits fondamentaux de l'individu et à assurer la justice sociale (Bassionuni, et al. 1998).

Un autre facteur est l'égalité. En effet, l'égalité est fondatrice d'autonomie et de liberté (Valeurs de la démocratie, 2011). Les citoyens doivent être égaux devant la loi. L'égalité des conditions est un critère très important pour une société démocratique.

La démocratie classique considère la liberté comme une valeur fondamentale. Ce type de démocratie est défini comme le gouvernement assurant la liberté de chacune des personnes qui constituent le public (Burdeau, 1952). Aussi, les droits des majorités et les droits des minorités doivent être protégés. De plus, la liberté individuelle est une condition importante du fonctionnement efficace et indépendant de la démocratie acceptant les différentes idées des individus dans le cadre d'une société organisée (Ural, 1999). Ce droit permet aux individus de protéger leurs libertés contre le pouvoir. Les droits individuels visent à protéger la personne.

La démocratie est un événement qui devrait être considéré dans le cadre de toutes les relations sociales. En règle générale, la démocratie a été fondée sur la liberté et l'égalité et elle doit exister pour le bénéfice de tous ses membres de société, pas pour le bénéfice des minorités d'un régime politique. Il y a certains facteurs importants dans le processus de démocratisation tels que le développement économique, les relations entre groupes sociaux, l'identité nationale, les structures institutionnelles et la diffusion du phénomène démocratique (La démocratie, 2003).

Une autre approche est la démocratie marxiste. La démocratie et la libération nationale étaient les conditions préalables à l'établissement d'une société sans classes (Rubel, 1962). La démocratie marxiste a émergé à la fin de la Révolution russe de 1917. Elle est plus économique. Cette démocratie se distingue par la libération des classes au lieu des libertés individuelles.

Quant à la démocratie moderne, le but de la démocratie moderne est la limitation du pouvoir et la vérification du contrôle (Rouyer, 2003). Elle est un système de gestion contrôlé et limité et non un système d'autogestion. Dans les pays développés, les normes démocratiques sont plus développées. La démocratie sociale est très importante, elle dépend toutefois de la démocratie politique.

La Révolution américaine et la Révolution française de 1789 ont créé la démocratie moderne. Thomas Jefferson a rédigé une déclaration d'indépendance et cette déclaration est un premier document qui permet de mettre en place la démocratie (Doré, 2002). La Constitution américaine permet la formation d'un pays qui est aussi le premier à se donner une constitution écrite (Doré, 2002). Elle visait à créer un

minimum d'unité entre les communautés locales et les divers courants religieux qui coexistent dans le pays (Doré, 2002). Cette Constitution limite le pouvoir de l'Etat dans les situations comme la liberté d'expression, de réunion, de presse, de religion, de possession d'arme et surtout de droit de propriété (Doré, 2002). Cependant, la démocratie américaine était seulement pour une minorité. Il y avait trop de l'esclavage et les Noirs ont vécu le racisme.

La Révolution française est une étape important pour le monde occidental. Avec cette révolution, les principes d'égalité, de liberté et de justice, ont commencé à s'étendre. La Déclaration française des droits de l'Homme a été transformée en une déclaration mondiale. Le texte contient les principes comme la souveraineté du peuple et l'égalité.

Pour définir un régime démocratique, certaines approches se concentrent sur les conditions de vie et sur les politiques. Si ce régime favorise la prospérité des gens, la liberté personnelle, la sécurité, la justice sociale, l'égalité sociale, la négociation institutionnelle et la résolution pacifique des conflits, ce régime est considéré comme démocratique (Tilly, 2007).

Les approches substantives ont examiné les pratiques de gouvernement et les élections (Tilly, 2007). Les élections devraient causer des changements réguliers sur les politiques du gouvernement et le personnel du gouvernement. Si les élections ne causent pas de changements, elles ne peuvent être un critère pour la démocratie.

1.1.2 Qu'est-ce que la laïcité ?

Dans une démocratie, la laïcité est un concept primordial à discuter. La laïcité ne comprend pas nécessairement la démocratie, mais la démocratie comprend la laïcité (Kongar, 1997). La démocratie étant un concept plus large et plus complet.

La laïcité est le résultat d'un long processus historique qui a été développé dans le monde occidental, à partir du XVIIIème siècle. Historiquement, la laïcité a été dominante pendant des siècles dans l'Empire romain. En plus, à cette époque, le paganisme (le polythéisme) était une systématique d'adoration. Les Païens devaient être laïcs car pour être polythéiste, la condition préalable était de respecter les autres dieux et la liberté de conscience.

Quand l'Empire romain a été divisé en deux, les deux communautés religieuses, les catholiques et les juifs se sont battus contre le sécularisme païen. Les catholiques sont arrivés à la tête et ils ont éliminé la laïcité païenne. Les protestants ont défendu la laïcité et ont créé l'Eglise nationale qui pouvait être organisé indépendamment. Dans cette époque, la laïcité se définissait avec une Eglise complètement autonome et séparée de l'Etat.

Aujourd'hui, la laïcité est un principe démocratique. Elle est au cœur de la modernité française (Abessalam, 1997) et elle constitue la séparation des Églises et de l'État ou la neutralité de l'État en matière religieuse (Lepeltier, 2011).

Le dictionnaire de Robert définit aussi la laïcité comme le « principe de séparation de la société civile et de la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun

pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique » (Abessalam, 1997). La liberté absolue de conscience et la liberté d'expression sont garanties par la loi. Aussi, la laïcité est devenue une partie de la vie quotidienne dans la civilisation européenne et les constitutions européennes étaient fondées sur laïcité. Elle garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit, celui à la liberté d'expression de leurs convictions (Lambert, 2000).

Pour chaque pays, la construction de la laïcité est un processus différent. La laïcité est une construction historique (Burdy, et al., 1995). Elle se fonde sur des textes législatifs et fondamentaux. Mais, en général, les règles politiques ne peuvent pas être créées sur la base de croyances religieuses dans le concept de la laïcité (Filaly, Ansary, 2003). D'autre part, la laïcité signifie que l'Etat ne peut pas contrôler les religions.

Aujourd'hui, l'Église n'est plus une puissance politique (Dufal, 2008). Dans une société à la fois égalitaire et diversifiée, l'État et les Églises doivent être séparés, et le pouvoir politique doit être neutre envers les religions (Maclure, et al, 2010).

Les rapports entre le pouvoir politique et les religions sont complexes et variés dans les démocraties libérales modernes (Maclure, et al, 2010). L'État démocratique doit être neutre ou impartial dans ses rapports avec les différentes religions. Selon le concept de laïcité, les religions ne s'immiscent pas dans le fonctionnement des pouvoirs publics et les pouvoirs publics.

La séparation du politique et du religieux est très important pour garantir l'intérêt général. Dans certains pays musulmans, la religion officielle est l'Islam. La

tolérance envers les personnes d'autres religions est restreinte. C'est pourquoi, l'Islam persiste en tant que religion dominante dans les pays non démocratiques (Ahmad, 2011).

Le terme de laïcité est un attribut de la modernité dans le monde occidental (Dourari, 2000). Aujourd'hui, la laïcité représente la défense du mode de vie face aux mouvements islamiques. La présence d'une minorité musulmane croissante qui a déplacé le terrain de la laïcité en France, a causé la question de laïcité (Baubérot, 2014). Mais, cette situation est devenue de plus en plus une intégration réussie d'un modèle laïcisé plus universel, car la religion musulmane obtient sa place dans l'espace public au lieu des affaires politiques (Addi, 2001).

Des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France sont trois pays démocratiques et laïcs. La laïcité n'est pas uniforme dans ces pays, il existe différents modèles. Leurs sociétés sont religieuses ou séculières mais, les règles du gouvernement de l'Etat est pratiquement indépendante de règles religieuses et il y a la liberté de religion et de conscience. La laïcité n'est pas une menace pour les religions (Sağır, 2015). La valeur sociale basée sur la religion n'empêche pas la sécularisation (Sağır, 2015). La source du fonctionnement social est importante.

En Occident, la sécularisation est un principe qui régit la vie quotidienne et influence les pratiques de vie quotidienne.

La laïcité est une condition préalable à la démocratie. Cependant, la laïcité est différente dans les pays musulmans. Elle a été la pratique des régimes autoritaires modernistes. La période du parti unique de 1923 est un exemple dans l'histoire de la

République de Turquie (Göle, 1995). En outre, le principe de laïcité était important car il y avait la pensée de retour à l'Islam (Göle, 1995). La période de démocratisation a transféré à la politique d'identité islamique.

La laïcité dans les pays islamiques a été façonnée par le contexte historique, l'expérience, la structure sociale et politique de chaque pays.

La construction d'un Etat laïque en Egypte et la création des institutions juridiques laïques ont commencé au 19ème siècle (Küçükcan, 2005). Les intellectuels laïques dans les années 1920, ont soutenu la supériorité de la culture occidentale. Certains penseurs affirmaient que l'Islam n'était pas cohérent avec les principes politiques qui permettraient une démocratie et une liberté de pensée. Depuis 1930 en Egypte, il existe des tensions entre les mouvements religieux appelant à un retour à la société islamique et l'Etat laïque (Küçükcan, 2005).

Quant à la Tunisie, de l'indépendance jusqu'en 1987, elle a été gouvernée par un gouvernement de parti unique. Habib Bourguiba était le président de la République et il a commencé le processus de modernisation pro-occidentale et laïque (Küçükcan, 2005). La culture française dans le pays était supérieure à l'héritage arabe et islamique en Tunisie. Les élites ont utilisé la langue française. Bourguiba a fermé les tribunaux de la charia en raison de la politique de modernisation. Il affirma que l'Islam représenterait désormais le passé. Le premier ministre, Zine el-Abidine Ben Ali soutenait les principes de Bourguiba mais après avoir pris le pouvoir en 1987, il fit certaines tentatives pour légitimer son pouvoir et pour élargir sa base de soutien

populaire. Il commença dans ce but, à utiliser des éléments islamiques dans son discours.

Ainsi, Pour la plupart des pays du Moyen-Orient, les concepts tels que l'islam, la laïcité sont confrontées à un dilemme.

Dans les pays musulmans, l'émergence, l'histoire et le développement de la laïcité a été différente des pays occidentaux. La laïcité a commencé sous l'influence des dynamiques et des développements externes.

Selon Nilüfer Göle, il n'y a pas de sécularisation unique et absolue. La laïcité n'a pas seulement un modèle. Elle parle de la diversité de la laïcité dans les différents contextes nationaux, culturels et religieux. En Turquie, la laïcité se définit par un État-nation homogène (Göle, 2012). La laïcité en Turquie, selon Ernest Gellner, elle est une laïcité didactique (Göle, 2000). Cependant, en Inde, la laïcité est l'assurance du multiculturalisme (Göle, 2012).

Pour les pays musulmans, la modernisation est un sujet important à analyser. Cette modernisation impose une occidentalisation des valeurs culturelles, des modes de vie, des identités (Göle, 1995). Avec la modernisation, un échange réciproque est apparu entre la culture de l'Est et de l'Ouest. Pourtant, il y'a une supériorité de l'Occident dans les tous processus.

La laïcité est un concept fondamental de la République (Jessu, 2009) mais, est appliquée dans des situations différentes. La présence de plus en plus visible de l'islam a ramené la laïcité dans le débat public (Jessu, 2009). Avec la mondialisation,

le développement économique a conduit à l'augmentation du niveau de prospérité. Les modes de vie alternatifs ont commencé à émerger. Il existe différentes applications de la laïcité dans chaque pays. Au cours des dernières années, la religion, en particulier l'Islam a commencé à être vu dans l'espace public.

En conséquence, bien que la démocratie soit un régime idéal, elle ne peut pas être appliquée dans le monde entier. Par exemple, la démocratie n'est pas installée dans les pays du Moyen-Orient (Salame, 1991). Le politologue Charles Kupchan, a parlé de la démocratie au Moyen-Orient dans un article récent paru dans le New York Times (Ria, 2013). Selon lui, la démocratie a besoin d'un long processus. Car en général les expériences démocratiques poussent les pays souffrant de divisions intérieures vers la guerre civile (Ria, 2013).

1.2 Deux Concepts Différents: Islam et Islamisme

Avant le concept d "islamisme", il est nécessaire d'expliquer le concept de l'Islam. L'Islam est un mot d'origine arabe et il signifie la "paix" en arabe. Elle est une religion monothéiste et elle est aujourd'hui pratiquée par plus d'un milliard de croyants sur cinq continents (Jiboury,2006).

Durant la période avant l'Islam, la péninsule Arabique vivait comme une société tribale. L'Islam a émergé à travers le prophète Muhammad dans le 7ème siècle et a commencé à se répandre dans la péninsule arabe et sa source est le Coran. L'Islam repose sur le Coran et la Sunna. L'Islam n'est pas homogène. Il y a plusieurs sectes. Les deux plus importantes sont le sunnisme et le chiisme.

L'Islam est un système politique qui est autonome, compréhensif et sociale. Dans l'Islam, les affaires économiques, sociales et politiques sont effectuées par une pratique appelée « Meşveret » (consultation) (Toplayıcı, 1995). Ces travaux sont dirigés par des personnes qui sont compétents. En plus, les affaires de l'Etat ont été régies par la forme de gouvernement fondée sur les principes de califat (Okur, 2010).

Il y a des principes généraux et des institutions de la société islamique. Pour un musulman, il y a un cinq piliers fondamentaux qui ont été transmis par Dieu à travers son prophète Muhammad (Ibrahim, 2008). Ce sont la profession de foi (chahada), la prière (cinq fois par jour), la zakat, le jeûne et le pèlerinage à la Mecque (Hajj).

Les sources de la loi islamique sont divisées en quatre sections: Les dispositions du Coran, le Hadith et la Sunna, le raisonnement analogique (qiyas) et le consensus des juristes (ijma) (Arı, 2012). Dans le droit positif, le *qiyas* et l'*ijma* signifient les règles du précédent et les coutumes.

Pour Lewis, l'Islam a toujours un potentiel politique, il pense que la référence islamique c'est-à-dire la référence religieuse est fondamentale dans l'identité et les fidélités des Musulmanes. C'est pourquoi, les concepts comme l'Etat-nation, le nationalisme, la laïcité et la démocratie ne sont pas intériorisés pour les sociétés musulmanes. Pourtant, les conditions politiques et sociales sont très considérables pour l'interprétation.

En même temps, il y a beaucoup de similitudes entre la démocratie et les règles de prévues par l'Islam. Selon certains auteurs, l'Islam est une religion

démocratique. Car il y'a des règles dans l'Islam, mais il y'a aussi de la liberté. La liberté est la principale condition de l'Islam.

La liberté de religion et de conscience qui est la principale condition des droits de l'homme est également l'une des conditions principales de l'Islam. Il ya des gens de différentes religions et sectes vivant dans un Etat islamique, cela montre que la liberté d'opinion est importante dans l'Islam.

Assurer la justice était le principe fondamental dans les gouvernements islamiques. Alors que la constitution de l'Etat est écrite dans les gouvernements démocratiques, ces lois ne sont pas écrites dans l'Islam.

En bref, le choix, la liberté, les droits de l'homme, la primauté du droit, la liberté de pensée, ne sont pas des termes étrangers à la pensée islamique.

L'Islam a été entendu sous différentes formes dans différentes périodes historiques, dans certains cas par des personnes différentes. L'interprétation de la religion s'est également modifiée sur le point de vue humain et de l'histoire.

Selon Nilüfer Göle, aujourd'hui, l'Islam est en lutte avec la modernité laïque et ces mouvements menacent l'hégémonie de la laïcité (Göle, et al., 2012). L'Islam devient une partie du monde moderne. L'identité islamique s'exprime lui-même en tant que politique et est en vue dans l'espace publique. C'est pourquoi, l'identité islamique entre en conflit avec les valeurs laïques de la société européenne.

L'Islam peut être façonné de différentes façons de manière consciente et collective dans la politique de la vie mondiale et moderne. Pour Göle, l'identité

islamique dans l'espace public est un autre type de modernité (Göle, et al., 2012). Par exemple, il y a la lutte pour l'existence du mouvement des femmes islamistes dans l'espace public (İlyasoğlu, 1994). Il s'agit d'une rencontre de l'Islam et de la modernité. Avec les demandes croissantes des Musulmans, de nouvelles formations, de nouveaux lieux, les marchés et de nouveaux médias émergent (Göle, 2012).

1.2.1 La visibilité de l'Islam

Avec la Révolution islamique iranienne, l'islamisme contemporain prend forme avec les formations comme le militantisme islamique, la demande d'une identité islamique, et la mise en œuvre de la gestion politique et religieuse. Après ce processus, l'identité musulmane a connu un processus de normalisation. Les acteurs islamiques utilisent les lieux de la ville moderne, les réseaux de communication mondiaux et en même temps, ils participent aux débats publics, suivent les modes de consommation et rencontrent des valeurs telles que la consommation, l'individualisation, le professionnalisme (Göle, 2012). Il y a une orientation sociale et culturelle. L'Islam a été inclus dans les espaces publics des pays européens. Aujourd'hui, la rencontre avec l'islam est très possible dans tous les pays européens. Les questions telles que les attaques terroristes, le débat sur le voile augmentent la visibilité de l'islam (Göle, 2009). L'Islam est une référence de l'identité. Il commence à se transformer dans la société. Les acteurs musulmans participent à la modernité, mais ils utilisent les outils de la vie moderne avec la religion (Göle, 2009).

Après la guerre froide, les États-Unis, sont devenus la seule superpuissance du monde ayant les puissances financières, technologique et militaire. Les États-Unis ont

commencé à appliquer les impositions impériales sur le monde. Cependant, la majorité des musulmans était économiquement et socialement inefficaces.

Toutefois, un nouveau processus a commencé avec les attaques du 11 Septembre et la perception des attentats du 11 septembre dans le monde arabe et musulman est considérable. D'un côté, il y a un acte ayant causé la mort de milliers de personnes ; de l'autre, il y a la capacité de se défendre des musulmans (Addi, 2002). Mais, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la perception de l'islam par l'occident n'a cessé de se détériorer (Cipadh, 2015).

Les attentats du 11 septembre ont buté d'imposer une guerre contre les Etats-Unis (Wieviorka, 2001). Bien que ces attaques aient conduit à l'islamophobie en Europe, ils conduisent tout aussi à un fort intérêt pour l'islam, à la normalisation de la présence islamique, et à des actions défensives face à l'islam. (Er, 2008). L'intérêt pour l'islam soulève le besoin de connaissances sur l'Islam et les musulmans.

Les attentats du 11 septembre ont reflété une nouvelle forme entre la mondialisation et l'islam (Wieviorka, 2002). Ces attentats ont eu lieu dans un espace public mondiale. Le 11 septembre a renforcé d'une part les cohésions entre les différents publics, d'autre part, a approfondi les divisions (Göle, 2009). Ces attaques reflètent le processus de mondialisation comme le rapprochement des cultures et le raccourcissement des distances. Ce processus a causé des peurs et des conflits (Göle, 2009). L'Islamisme a acquis une dynamique transnationale. Les attentats du 11 septembre sont perçus comme antimondialiste. La mondialisation et le terrorisme sont confrontés les uns aux autres.

La mondialisation de l'islam est une perspective importante et les religions sont aujourd'hui fragmentées, circulent, et ont été utilisées dans différentes formes par les individus (Zeghal, Gerges, et do Céu Pinto, 2002). La mondialisation étant aussi une circulation active des personnes dans le monde (Roy, 2009), la globalisation de l'islam ne dépend pas seulement de la population locale mais aussi des flux humains. Les idées, les représentations culturelles, voire les modes de religiosité sont des causes considérables (Roy, 2009). De plus, l'ordre mondial a connu une renaissance islamique comme social et militant. Avec la mondialisation, l'islam ne fait pas plus partie d'une géographie spécifique. Selon Olivier Roy, l'islam n'est plus un phénomène qui peut être défini avec une géographie, un pays et une culture spécifique. Les religions modernes ne sont plus l'expression des cultures traditionnelles.

L'échec de la modernisation, les politiques autoritaires, l'augmentation de la migration vers les grandes villes et les crises économiques sont les raisons importantes de la politisation de l'islam car la politisation de l'islam a été exprimée avec la situation sociale et politique des pays musulmans. Elle représente la recherche d'identité des Musulmans. Les musulmans utilisent les valeurs islamiques pour un effort d'identification (Göle, 2009).

Toutefois, l'islam n'est pas l'islamisme. Le premier est une religion, l'autre est une idéologie (Nicoullaud, 2001).

1.2.2 L'islamisme en tant que notion réformatrice pour la région

L'islamisme était une activité qui se définissait par le rassemblement sous un même toit de tous ceux qui croient à l'Islam dans le monde au XIXe siècle (Okur, 2010) et il est la forme systématisée de l'Islam. II. Abdülhamid a conduit à l'émergence de ce courant. L'islamisme est un système qui peut influencer tous les aspects politiques, économiques et sociaux de l'État.

Les développements récents, les changements dans le système international, les politiques de souveraineté des grandes puissances ont causé une différenciation du processus de développement de l'islamisme. L'exploitation des Etats islamiques par les pays occidentaux a conduit à l'émergence d'idées islamiques radicales. Les conflits religieux et sectaire, la guerre du Golfe, l'expansionnisme israélien, l'alliance d'Israël avec les États-Unis, la politique de pétrole, la Révolution islamique iranienne et le conflit israélo-arabe sont des événements importants qui ont augmenté l'Islam radical.

Dans la Révolution islamique iranienne, on peut observer les conséquences de l'islam radical. Les caractéristiques égalitaires, communautaires et antisystème de l'Islam ont joué un rôle principal dans la légitimité et la réalisation de la Révolution. Dans le processus de Révolution, l'Islam et les symboles islamiques ont été utilisés et les symboles islamiques ont été convertis aux symboles politiques. Il y avait trois conditions pour la réalisation de la révolution : une idéologie révolutionnaire, une organisation mobilisant les masses et un leader (Dağı, 1998). Ces trois conditions préalables ont été assurées par l'Islam. L'idéologie de la Révolution s'est formée avec les symboles islamiques, et la révolution est organisée autour d'institutions

religieuses. Ainsi, la révolution a eu lieu avec les éléments de l'islam radical et islam politique.

L'islam est une religion qui a une expérience politique. L' "Islam politique" est une forme de compréhension et d'interprétation de la religion de l'Islam des individus dans la gestion de l'Etat pour réaliser leurs objectifs. Il est actif comme puissance idéologique et politique au Moyen-Orient. Selon Lerner, l'Islam peut être une force réactionnaire, mais il ne peut pas être une fonction de changement social et politique (Dağı, 1998).

Les jugements et les idées concernant la position dans la société islamique de la religion a radicalement changé avec deux événements vers la fin des années 1970. Ces deux événements sont le renversement du régime du Shah par un mouvement populaire et l'occupation de la Kaaba en Arabie Saoudite par les radicaux islamiques (Dağı, 1998). Aussi, l'islam politique a exposé la position radicale contre les problèmes régionaux et internationaux (Bodur, 2005).

L'islam radical a émergé contre la tendance de l'occidentalisation. En effet, les pays islamiques qui ont été colonisés par les pays occidentaux, ont parfois réagi à cette situation complexe. Dans le temps, ils se sont isolés de tous phénomènes occidentaux. Ainsi, ils ont développé l'islam radical contre l'Occident. Pour ces pays, l'Occident est fort et expansionniste comme culturelle. C'est pourquoi, l'Occident est une menace pour les pays islamiques. Ainsi, l'Islamisme a émergé contre cette menace.

Après les événements du 11 septembre aux Etats-Unis, l'utilisation des concepts comme « le fondamentalisme islamique, le radicalisme islamique, l'islam modéré et le terrorisme islamique » a commencé à augmenter dans les relations internationales et dans la littérature de science politique (Lewis, 2002). Il y a certaines raisons de l'émergence du fondamentalisme islamique et les laïques, les occidentaux et les chrétiens ont commencé à interpréter les valeurs sociales et culturelles basé sur l'Islam. Il est affirmé que les crises se sont révélées dans les communautés musulmanes (Dağı, 1998). Les facteurs de l'impérialisme et la mondialisation ont conduit à une renaissance de la religion.

La création d'Israël ayant été soutenu par les pays occidentaux est un facteur important sur la formation et la radicalisation des mouvements islamiques au Moyen Orient. La perte de la guerre par des régimes arabes contre Israël a provoqué le changement de la forme d'action.

Le renouveau islamique est au-delà des nations et des classes, et est un phénomène qui ne peut être réduit aux limites du nationalisme (Ateş, 2009). L'islam est une religion vivante. Comment l'Islam répond aux objectifs politiques, parfois aux actions violentes ? La réponse de cette question est encore incertaine.

Sayyid Qutb et Rouhollah Khomeini sont les penseurs de l'école islamique radicale. Selon eux, l'islam est non seulement impersonnel mais couvre aussi tous les aspects de la vie sociale et politique. Malgré tout, l'islamisme avec le côté réactif est une idéologie qui a les projets d'échanges alternatifs et le modèle sociopolitique (Dağı, 1998).

Les radicaux voient la religion comme un guide montrant la voie politiquement, socialement et économiquement. Il élimine la distinction entre la société civile et politique. Cette situation est l'intégration de deux concepts avec la religion.

Les islamistes radicaux effectuent un discours qui a souligné l'importance de la souveraineté politique dans la mise en œuvre de l'Islam pour réaliser leurs objectifs (Okur, 2010). Les islamistes radicaux veulent un ordre mondial formé afin de rester comme une communauté musulmane. Pour conquérir le pouvoir universel, tout le monde doit accepter l'Islam. Les islamistes radicaux peuvent avoir recours à des actes de terrorisme pour atteindre les objectifs dans certaines périodes.

Il existe une relation de l'islamisme contemporain avec la politique. La politisation de la religion et la relation conflictuelle avec l'ordre social et politique renforcent l'islamisme. L'Islamisme est radicalement un effort de remodeler la religion et la culture (Göle, 2000). Selon Göle, l'Islamisme est un mouvement social contemporain. Il est un phénomène se développant avec les acteurs modernes dans les temps modernes.

La théorie des mouvements sociaux d'Alain Touraine se concentre sur l'analyse du niveau culturel des conflits sociaux. Pour lui, le mouvement social est une lutte culturelle. Les mouvements islamiques peuvent être exprimés en tant que modèle contre-culture (Göle, 2000).

Les mouvements islamistes contemporains donnent de nouveaux sens à l'Islam. Par exemple, développer une alternative à la société moderne (Göle, 1995).

Les nouveaux acteurs de l'islamisme viennent des groupes sociaux nouvellement urbanisés et instruits dans de nombreux pays musulmans comme la Turquie, l'Égypte, l'Iran (Göle, 2000).

Quant à la population musulmane dans le monde, selon le rapport du centre de recherche américaine « Pew Forum on Religion and Public Life », publié en octobre 2009, le nombre total de musulmans dans le monde est à 1,57 milliard, soit 23 % de la population mondiale (GRESH, 2009). Les musulmans se répartissent à 61,9 % en Asie; 20,1 % en Afrique du Nord et au Moyen-Orient; 15,3 % en Afrique subsaharienne; 2,4 % en Europe. Seulement 0,3 % des musulmans vivent sur le continent américain. Le pays arabe le plus peuplé de musulmans n'arrive qu'en cinquième position, c'est l'Égypte (78 millions) (Gresh, 2009).

1.3 Les Approches du Nationalisme

Avant 1884, le mot nation voulait simplement dire l'ensemble des habitants d'une province, d'un pays ou d'un royaume. (Hobsbawm, 1990). En 1882, pour le penseur français Ernest Renan, les conditions de création d'une nation sont le sentiment de vivre ensemble, la culture commune et l'unité d'âme. Le sentiment de solidarité est très important pour être une nation. En 1908, l'ancienne signification du mot désignait les unités ethniques dans le New English Dictionary, mais la définition récente met surtout en valeur la notion d'unité politique et d'indépendance (Hobsbawm, 1993).

La nation s'est révélée avec la détérioration de l'ordre féodale. Après le passage à l'économie agricole nationale de l'économie agricole fermée, les individus

sont entrés en relation. La conscience d'appartenance à la même communauté s'est développée. En XVIIe siècle, "la philosophie des lumières" s'est développée en France. Il y a une conscience pour trouver la forme de gouvernement par raison humaine. Rousseau a parlé de la naissance libre et égale des tous les individus. Ces développements ont causé la Révolution française.

Avec la Révolution française, la nation et le nationalisme remportent un sens contemporain.

Selon Benedict Anderson, la nation est une communauté imaginée (Anderson, 2003). Il y a différents éléments pour expliquer la nation. Selon Joseph Staline, les éléments de nation sont le passé d'histoire commun, la langue commune, un territoire, une histoire, une vie économique commune et une culture commune.

Selon Eric Hobsbawm, Karl Deutsch et Miroslav Hroch, les nations dérivent du nationalisme. Pour E. Hobsbawm, le nationalisme a existé avant les nations. Miroslav Hroch, avance que le nationalisme et la nation sont une construction de l'âge moderne. Pour créer une nation, il faut trois critères. Ces critères sont la langue, la création d'une culture nationale d'appartenance à la langue locale et aux droits civils et obtenir le droit d'auto-gouvernement.

Le nationalisme est une doctrine et une action politique qui vise l'indépendance d'une nation lorsqu'elle est placée sous une domination étrangère. Le nationalisme s'appuie alors sur l'unité historique, culturelle, linguistique de la population. Il est fondé sur le principe d'autodétermination pour l'indépendance de l'Etat sur un territoire national.

Le nationalisme est apparu comme une idéologie efficace avec le processus d'Etat-nation. Il est une idéologie qui peut former lui-même tels que les époques, les régimes politiques, les structures économiques et sociales. C'est pourquoi, il peut varier en fonction du lieu et du temps.

Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, un autre visage du nationalisme est apparu, il est devenu la bannière de la lutte anticoloniale. En outre, l'anticolonialisme a préparé l'espace pour l'émergence de nouvelles formes de nationalisme dans le "Tiers Monde". Les pays du Tiers Monde sont en dehors des pays développés, industrialisés et des pays socialistes. Une autre définition montre les états qui ne sont pas liés aux Etats-Unis et à l'Union soviétique. Ce sont les "non-alignés". En dernier, les pays qui sont les pays en dehors de la démocratie classique et la démocratie marxiste en tant que régime politique. Le terme de Tiers Monde a été utilisé pour les pays sous-développés et les pays en développement. Les frontières de ces pays ont été créées par les Etats coloniaux, ce sont des frontières artificielles. Ces pays n'ont pas complété le processus d'industrialisation. Les pays coloniaux utilisent plutôt comme moyen : l'éducation. Les missionnaires s'efforcent pour construire une nouvelle génération sous l'influence de l'Europe. Les origines du nationalisme des pays colonies sont les pays occidentaux. Cependant, le nationalisme du Tiers-Monde a gagné une fonctionnalité antioccidentale dans certains lieux et situations. Le moyen le plus important de cette situation était la croyance religieuse (Erdoğan, 1999). L'émergence de l'Islam comme la politique nationaliste a eu lieu particulièrement après la révolution iranienne en 1979 (Dot-Pouillard, 2009).

La pensée nationaliste conservatrice doute que les États multiculturels ou multinationaux puissent être stabilisés. Selon eux, ces types de sociétés manquent de cohésion culturelle et sociale qui dépend d'une forte identité nationale. La société devrait être une structure organique selon les conservateurs (Erdoğan, 1999).

Le nationalisme peut se produire dans les formes libérales, conservatrices, religieuses ou socialistes selon les conditions. Le nationalisme est une action qui politise une attitude émotionnelle avec une recherche collective d'identité.

Avant la Deuxième guerre mondiale, le nationalisme a été utilisé pour atteindre des buts politiques dans la construction de l'Etat nation en Europe au XIXe siècle (Champoux, 2008). Dans la période de deux guerres, les analyses sur l'origine et le développement du nationalisme se sont retrouvées dans un contexte politique.

Il y a trois approches théoriques du nationalisme qui seront étudiées dans notre recherche : l'approche moderniste, primordialiste et ethnosymboliste.

Le primordialiste voit les nations comme des structures naturelles et existantes depuis des temps immémoriaux. En 1957, l'historien anglais, Edward Shils était ainsi le premier à utiliser le terme de primordialisme (Akıllı, 2004). Selon les primordialistes, le nationalisme est de comprendre le développement du processus ethnique. Herder défend que les nations se forment principalement avec leur langue et leur culture. Il se concentre sur l'importance des traditions, des mythes et des croyances. Selon Herder, les nations sont l'expression de sainteté comme une catégorie créée par Dieu.

Le primordialisme se forme avec les études sur l'identité ethnique et les liens relatifs à l'identité nationale (Yalçın, 2014). Il est possible de diviser les primordialistes en trois groupes distincts selon l'origine de la nation (Akıncı, 2014). Ces trois groupes sont : le groupe de naturalisme, le groupe sociobiologique et le groupe culturelle (Akıncı, 2014).

Selon le groupe de naturalisme, l'identité nationale est naturelle comme le sexe, et les cinq sens. Le naturalisme est la version la plus extrême de primordialisme. Le nationalisme ne distingue pas entre les nations et les groupes ethniques. Les personnes naissent dans une communauté ethnique. Les nations ont des frontières naturelles, une mission, un destin, et un caractère spécial. C'est pourquoi, les nations ont le droit d'être indépendant et de se diriger. Les nations et les communautés ethniques sont identiques (Champoux, 2008). Le nationalisme est une caractéristique qui existe dans la nature de l'humanité. Après le 19ème siècle, le naturalisme a été l'approche de base du système éducatif. Il a été utilisé pour construire une histoire nationale. Parallèlement, les politiciens l'ont utilisé pour établir le terme de l'État-nation et saisir l'administration de l'Etat (Akıncı, 2014).

Il y a un groupe de pensée qui a un regard sceptique face à l'opinion défendant la nature des nations. Antony D. Smith intitule son approche comme le « pérennialisme ». Les pérennialistes n'étaient pas d'accord avec l'idée naturaliste des primordialistes. Selon Smith, la définition doit être liée à la base ethnique. Il utilise le terme « ethnie » au lieu de communauté ethnique. La communauté ethnique a six caractéristiques fondamentales, qui sont: un nom collectif, un mythe commun, une

race, les souverains historiques, une culture commune, un lien pour une patrie et le sentiment solidarité (Ozkırmı, 2008). Smith détermine deux routes: l'union et la division. L'union est la construction des groupes ethniques avec la réunion de différentes unités. Pour Smith, les identités ethniques sont très résistantes. Certains faits dans l'histoire influencent l'identité ethnique mais cette situation n'influence pas l'idée de la continuité des individus. Smith parle de mécanismes qui assurent le renouvellement des mécanismes. Ces mécanismes sont la réforme religieuse, l'emprunt culturel et la participation du public. Si les groupes ethniques n'ont pas ces mécanismes, ils seront avalés par les autres. Les individus sont très liés les uns aux autres.

Les primordialistes sociobiologiques recherchent les origines de la fidélité ethnique dans les caractéristiques génétiques et les instincts. L'approche sociobiologique prend en main les « générations ». Ils choisissent les parents pour réussir dans les actions générationnelles. L'être humain est déterminé par ses proches grâce aux ressemblances culturelles. L'anthropologue Pierre L. van den Berghe est le principal défenseur de cette approche qui lie la sociobiologie au développement du nationalisme (Champoux, 2008).

Selon van der Berghe, le comportement des humains se sont retrouvées à travers l'évolution. Les gènes et l'environnement sont des facteurs importants pour cette analyse. Il parle de trois motivations: la sélection de parent, la réciprocité et le coercitif. La réciprocité est de coopérer pour assurer le profit mutuel. Le coercitif est d'utiliser une force pour assurer le profit comme unilatérale. Les groupes ethniques

constituent la continuité des familles. C'est pourquoi, il y a une fidélité aux groupes ethniques.

Pour les auteurs primordialistes culturelles, il est impératif d'insister sur la croyance dans les fidélités ethniques et l'essence culturelle des premières communautés afin d'expliquer la naissance des nations (Champoux, 2008). Les fidélités primordiales existent avant tout. Ces fidélités sont naturelles. L'individu doit montrer sa fidélité contre les habitudes de la communauté dont il est le membre. Il n'y a pas de ressources sociales. Les sentiments qui ont la caractéristique primordiale sont coercitifs. Il n'y a pas d'intérêts personnels.

Les primordialistes sociaux-culturelles font une distinction entre la société traditionnelle et la société industrialisée. Selon Benedict Anderson, le nationalisme est une construction culturelle. Pour Ernest Gellner, le nationalisme est le principe qui est compatible avec l'unité politique et l'unité nationale. Il divise en trois l'histoire humaine: les sociétés chasseurs-cueilleurs, agricoles et modernes-industrielles. Selon Gellner, il n'y a pas de nationalisme dans les sociétés chasseurs-cueilleurs et les sociétés agricoles. Car, Gellner est caractérisé l'identité nationale et la nation comme un phénomène moderne créé par la révolution industrielle. C'est pourquoi, Gellner a divisé la société industrielle et la société agricole avec des lignes nettes.

Pour les défenseurs de l'approche moderniste, les nations et le nationalisme sont les structures appartenant à l'ère moderne. Selon la théorie moderniste, les nations ne sont pas un phénomène naturel. Les développements modernes tels que l'industrialisation, le capitalisme, l'urbanisation, la création d'un Etat centralisé, et la

sécularisation sont des éléments importants qui influencent l'apparition des nations (Akıncı, 2014). Les nations ont été construites par les Etats dans certaine période historique.

Selon E. Hobsbawm, les nations sont une construction moderne, situées à l'intersection de la politique, de la technologie et de la transformation sociale, mais l'identification nationale change avec le temps (Doja, 1999).

Le nationalisme crée les nations, les nations ne créent pas le nationalisme. Le but du nationalisme est de rendre compatible la structure nationale avec la structure politique. Les nations et le nationalisme sont le produit des processus modernes comme la sécularisation, l'urbanisation et les fondations des Etats modernes.

Pour Liah Greenfeld, le nationalisme est le principe fondateur de la modernité. Dans l'ère moderne, l'Etat a révélé la nation et le nationalisme, en essayant d'assurer la légitimité de l'État-nation. Même si la présence des identités de la pré-modernité a été acceptée par les approches modernistes, ces caractéristiques n'expliquent pas directement le nationalisme. Selon Gellner, l'industrialisation a nécessité des efforts de réorganisation. Le nationalisme a fourni un principe propice pour s'organiser dans la société industrielle poussant les sociétés à l'homogénéisation culturelle (Yıldırım, 2014). L'idée et les mouvements nationalistes avec l'industrialisation sont efficaces dans le processus de formation de l'identité politique.

L'approche moderniste a trois points de vue différents. Premièrement, que la transformation économique constitue la fondation sociale-culturelle. Les néo-marxistes expliquent le nationalisme avec les relations économiques. Les années 1960

et 1970 sont importantes pour les néo-marxistes. Parce que, les luttes nationales dans le Tiers-monde causent à questionner les croyances marxistes. Les courants ethniques dans les pays développés de l'Europe de l'ouest influencent les comportements des Marxistes face au nationalisme (Champoux, 2008). Ils ont commencé à donner de l'importance à la langue, la culture et à l'idéologie dans leurs analyses institutionnelles. La caractéristique la plus importante est d'avoir le processus de développement humain.

L'approche ethno-symboliste rejette le primordialisme et selon cette approche l'approche moderniste est insuffisante. Les ethnosymbolistes différencient les ethnies et les nations, mais les ethnies sont le début d'un long processus historique qui trouve son aboutissement dans la nation moderne (Champoux, 2008). Il faut expliquer la naissance des nations avec l'histoire de l'ethnicité.

Anthony D. Smith est le plus important représentant de l'approche ethnosymboliste. Smith parle des éléments qui forment la base analytique de l'ethno symbolisme. Pour comprendre l'évolution identitaire nationale, il est nécessaire d'étudier la nation sur une longue durée (Champoux, 2008). La relation entre le passé, le présent et le futur national est un élément important. Car, cet élément est déterminant dans l'évolution et la formation des nations. L'origine ethnique des nations et du nationalisme est un phénomène fondamental. Selon Smith, les groupes ethniques ont toujours existé depuis le début de l'espèce humaine (Sotiron, 2011). Cette approche affirme un point de départ double dans l'analyse de formation de la nation. Le premier est l'importance des souvenirs, d'une culture, d'une association

avec un territoire et d'un degré de solidarité communs pour la formation de la société culturelle. Le second est le rôle essentiel de la fondation fournie par les communautés ethniques et les liens ethniques pour l'émergence et la persistance des nations.

Les nations étaient en continuité pendant la période pré-moderne. Smith parlait de deux types de nationalisme. Ces nationalismes sont les nationalismes d'appartenance au territoire et les nationalismes ethniques. Le nationalisme d'appartenance au territoire peut être distingué en deux. Premièrement, avant l'indépendance; ces courants ont échappé aux gouvernements étrangers et vont essayer de fonder un Etat- nation dans ces territoires. Ce nationalisme est le contraire du colonialisme. Deuxièmement, après l'indépendance; ces courants unissent les communautés ethniques dispersées avec la création d'un nouvel Etat sur les terres colonisées anciennes. Ce nationalisme est le nationalisme intégratif.

Pour Hobsbawm, la définition ethnolinguistique de la nation a été inventée à la fin du 19ème siècle. Selon lui, la langue était l'un des éléments de la nationalité. Mais la langue n'a pas été considérée comme un champ de bataille idéologique. Il y avait les communautés qu'ils ont le sentiment de la fidélité dans les sociétés traditionnelles (Akinci, 2014). Avec l'industrialisation, les individus avaient besoin de quelque chose de nouveau pour remplir la place de la communauté réelle. Ainsi, l'Etat a créé la nation. La nation était un acteur intégratif de l'État et des citoyens. Pour les individus, les sentiments nationaux ont commencé à être efficaces au lieu de l'identité religieuse.

Le processus de construction de la nation et de l'Etat-nation a été révélé en 1789 en France avec la Révolution française, en l'Allemagne et puis en Royaume-Uni

en 1850. La religion qui offre une identité aux gens, a perdu son effet avec la modernité, les transformations économiques, politiques et sociales. C'est dans cette période que les nations ont commencé à être construites.

Les modernistes avancent que l'ethnicité disparaîtra avec le processus de modernisation. Cependant, même dans les pays industriels les plus avancés, aujourd'hui les diverses ethnies continuent toujours d'être présentes et puissantes. Selon Smith, les identités ethniques et les liens culturels jouent encore un rôle important. C'est pourquoi, nous pouvons avancer l'idée que ces éléments constituent la principale raison de l'échec de la théorie moderniste.

Les facteurs tels que la langue, l'histoire, la religion, les mythes etc. ont contribué à la formation des nations. Mais toutes les nations ne peuvent pas nécessairement avoir une histoire. La plupart des nations sont nouvelles au sens moderne. Mais la plupart des nations ont été façonnées sur une longue période et se sont fondées sur des liens et des sentiments ethniques préexistants.

Toutefois, ces trois concepts sont des concepts critiqués pour le Moyen-Orient. L'identification de ces concepts est importante pour les relations entre le nationalisme arabe, la démocratie et l'islamisme dans cette étude. C'est pour cette raison que dans la deuxième partie nous aborderons la relation entre l'islam et la démocratie, les problèmes qui entravent la démocratisation et les efforts de démocratisation sur l'Egypte et la Tunisie.

2. LA RELATION ENTRE LA DEMOCRATIE et L'ISLAM AU MOYEN ORIENT

La démocratie et l'islam sont des concepts différents mais, ces deux concepts affectent les uns des autres au Moyen-Orient. Dans certaines situations, ces termes peuvent être contradictoires ou complémentaires. Cependant, l'islamisme est un concept souvent en conflit avec la démocratie. Au Moyen-Orient, l'Israël et la Turquie est considéré comme les pays démocratique. La démocratie n'est généralement pas installée au Moyen-Orient. Cette partie explique particulièrement la conséquence de la démocratie en Tunisie et la relation entre la démocratie et l'islam avec l'exemple du salafisme en Egypte.

2.1 La Problématique de l'Instauration de la Démocratie au Moyen-Orient

Le phénomène de démocratisation a une place de plus en plus importante dans le monde. La mise en œuvre de la démocratie partout dans le monde, est devenue aujourd'hui l'un des objectifs de la politique étrangère des gouvernements.

La démocratie est un moyen utilisé pour atteindre des droits et libertés fondamentaux. De plus, la démocratisation doit être soutenue avec les politiques à long terme, dynamiques, composées des phases, les participants.

Le concept de démocratisation contient plusieurs facteurs comme la culture, la religion, l'économie, les valeurs sociales etc. Ces facteurs sont importants pour le développement de la démocratie. L'infrastructure sociale, politique et économique a une place importante pour analyser la question de la démocratie dans une région.

Avec les valeurs démocratiques, la distinction entre Orient et Occident émerge toujours.

Pour Max Weber, la culture occidentale est supérieure à la culture orientale en termes de développement économique, artistique et scientifique. Weber définit l'Occident comme développé, par contre l'Orient est (en termes de contribution à la civilisation) statique, irrationnelle et inutile (Weber, 2013). Pour l'Occident, les valeurs détenues par les sociétés orientales (la religion, la culture, l'organisation sociale, etc.) sont les obstacles pour la réalisation des réformes démocratiques de style occidental.

Selon de nombreux chercheurs occidentaux, dans les sociétés en dehors de la civilisation occidentale, la compréhension de gouvernance anti-démocratique et le sous-développement économique dépendent des traditions propres aux communautés. Certains scientifiques avec l'approche de Max Weber ont expliqué les causes de la pauvreté ou des régimes anti-démocratiques avec les valeurs sociales au lieu de relations de pouvoir entre pays (Ayhan, 2007). La mentalité sociale, la structure socioculturelle et la croyance religieuse sont des facteurs importants qui entravent le développement dans ces sociétés.

Des penseurs comme Max Weber et Behredt, ont affirmé que les systèmes de valeurs et le comportement sont la base du sous-développement (Ayhan, 2007). Les sociétés orientales ont une organisation en forme de clan. Selon Karl Marx, ces communautés sont fermées à l'extérieur dans les relations (Springborg, 1986). La

structure sociale était la cause majeure de la dégradation politique et économique de ces régions.

La culture d'obéissance est aussi un obstacle majeur à la démocratie au Moyen-Orient. Ceux qui ont des pouvoirs politiques, ont établi une relation entre le pouvoir (autorité) et la puissance et attribuent une importance particulière dans les sociétés du Moyen-Orient. L'élément le plus important du pouvoir est la puissance. De plus, la source de puissance peut être des actes concrets de violence qui contiennent la rigidité militaire et politique. Au Moyen-Orient, les gens obéissent à l'autorité basée sur la peur. Il s'agit de la peur qui crée la personne. C'est pourquoi, l'obéissance au Moyen-Orient, est généralement une conséquence directe de la peur.

A l'est, la légitimité charismatique de Max Weber (forme de pouvoir) est assez répandue. Les formes de pouvoir basées sur l'initiative personnelle et l'utilisation de la force sont au premier plan pour le Moyen-Orient. L'Etat en tant que concept glorifié, s'attache à tous les domaines de la vie sociale. Le totalitarisme est un gouvernement qui ne reconnaît pas la liberté de l'individu.

L'Etat n'empêche pas tous les canaux qui fournissent la participation politique. Au Moyen-Orient, il y a la violence symbolique assurant la continuité des régimes autoritaires (Hayal, 2015). Ainsi les régimes ont établi la légitimité sociale.

Selon Francis Fukuyama, il y a une forte relation entre les valeurs démocratiques et les cultures sociales de style occidental. Dans son étude de « la fin de l'histoire et le dernier homme » publié en 1992, Fukuyama affirme que la démocratie libérale est devenue un régime définitif et immuable de l'histoire. Il existe

quatre principaux facteurs culturels qui empêchent le développement de la démocratie libérale. Ce sont le nationalisme, la religion, et l'injustice sociale et le manque de la société civile.

L'Orient est défini comme « moins développé » ou « en développement » en termes de valeurs économiques et démocratiques. Par contre, l'Ouest est considéré comme un modèle développé. L'Orient a des dictateurs ou des gouvernements despotiques tandis que l'Occident est régi par la démocratie. Les valeurs culturelles et religieuses leurs appartenant est le facteur le plus important pour la formation de cette forme de gouvernement (Ayhan, 2007). Une société est formée par les comportements des individus, des valeurs sociales et culturelles. La culture démocratique se forme avec les demandes des individus, ainsi que des conditions sociales et politiques. Il y a des éléments indispensables à la culture démocratique. Les éléments tels que « la tolérance politique », « l'intérêt politique et la participation », « la confiance envers les institutions sociales et politiques », et « activités politiques » ont une importance vitale dans la consolidation de la démocratie. « Un large soutien public » en rejetant toutes les formes de régime autocratique est nécessaire pour l'établissement de la démocratie (Akgün, et al., 2011). L'identité culturelle des individus est extrêmement importante dans l'établissement de la démocratie.

Tout au long de l'histoire, le Moyen-Orient a été le point de rencontre des civilisations et le point d'expansion des religions et des cultures. Il est une région stratégique où sont présents différentes cultures comme la culture arabe et la culture chiite. Dans ces cultures, les éléments politiques ne se sont pas développés.

Les pays de la région ont leurs économies basées sur le pétrole. Selon certains penseurs, la démocratie ne peut se développer dans un lieu qui appartient à une classe particulière et à un seul pouvoir économique. Dans cette situation, ça veut dire qu'il y a des problèmes économiques du Moyen-Orient comme le taux d'inflation élevé, le chômage, la dette extérieure et les besoins de réformes. La répartition inégale des revenus est un facteur important de l'instabilité qui met en danger la continuité des régimes (Akengin ve Gürçay, 2014).

Il y a plusieurs problèmes sociaux des sociétés du Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est une région extrêmement complexe et variée. La répartition de la population entre les pays n'est pas équilibrée. Dans certains pays, la densité de population est excessive, tandis que la densité est extrêmement faible dans certains pays. La composition de la population dans les pays est une structure hétérogène (Dursun, 1995).

D'autre part, la socialisation doit être universelle, rationnelle et laïque. Mais, au Moyen-Orient, la socialisation est plus traditionnelle. L'individu ne possède pas de conscience de citoyenneté jouant un rôle actif dans la détermination du système politique en termes de culture politique.

La structure sociale traditionnelle, l'institutionnalisation de la société civile et l'absence de fonctions de l'État causent de plus en plus de difficultés fonctionnelles et préparent un cas approprié pour l'intervention de l'extérieur. Une intervention extérieure pour la démocratie est perçue comme une menace de régime et augmente la méfiance contre les étrangers. Dans ces sociétés, les individus qui ne peuvent pas

améliorer leurs fonctions conduisent à la création des organisations terroristes (Yılmaz, 2010). Cette situation est un facteur qui entrave le processus de démocratisation.

L'Economist Intelligence Unit (EIU) est une entreprise indépendante fondée par The Economist Group. L'Economist Intelligence Unit publie l'Indice de démocratie chaque année. Selon cet indice de démocratie de 2016, les pays du Moyen Orient, en prenant place dans la catégorie des régimes autoritaires, sont situés dans les derniers rangs du classement des pays démocratiques. L'Algérie, la Libye, le Koweït, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Yémen, l'Iran, le Bahreïn sont les pays qui possèdent des régimes autoritaires.

Les structures politiques dans les pays islamiques reproduisent les structures de pré-modernité au lieu de fournir le développement socio-économique des sociétés. La principale raison de cette situation est les retards dans les efforts de modernisation de ces pays. Toutefois, l'échec dans la guerre avec Israël a conduit aux renforcements réactionnaires mouvements politiques islamistes.

Dans le monde arabe, la tribu, la famille et la fidélité à la secte ont été plus efficace que la loyauté à l'Etat. L'Etat est perçu comme un mécanisme permettant d'assurer un équilibre entre les divers groupes ethniques et sectaires. Les frontières artificielles tracées par les puissances coloniales sont constituent une situation qui empêche la légitimité et la souveraineté des Etats arabes. Dans les régimes arabes, les institutions militaires ont un poids important dans la vie politique. D'autre part, dans la culture politique arabe, l'armée et l'existence d'un pouvoir extrêmement centraliste

est considéré comme un moyen et la source de la légitimité nationale. (Musaoğlu, 2007). La vie politique peut subir des interventions militaires. Les bonnes relations de l'Israël avec l'Occident et les Etats-Unis ont conduit à soupçonner toutes initiatives de démocratisation de l'Occident dans le monde arabe.

Au Moyen-Orient, les leaders arabes ont utilisé le discours de réforme démocratique pour renforcer la légitimité de leur domination. Il y a la pression de l'environnement externe et interne sur la démocratisation. C'est pour quoi, les pays équilibrent l'autoritarisme avec le pluralisme. Ainsi, ils peuvent conserver le contrôle supérieur du régime. Les autocraties autorisent à participer à la vie politique des partis d'opposition à travers des élections (Musaoğlu, 2007).

le développement des partis d'opposition, l'élargissement du champ d'activité politique, constitutionnel, et juridique de la société civile et le renforcement des relations entre les partis politiques, les médias, les syndicats et les organisations patronales avec les organisations de la société civile peuvent renforcer. En outre, la société civile dans un pays devrait être autonome et doit coopérer avec d'autres organisations non gouvernementales.

Dans l'environnement totalitaire, autoritaire ou semi-autoritaire du monde arabe, les groupes pro-gouvernementaux, non libéraux et apolitiques sont dominants à la société civile. Les organisations et institutions de la société civile arabe opèrent les activités pour la protection du statu quo politique. Parce que les régimes autoritaires appliquent les politiques restrictives, répressives.

L'autonomisation de la société civile est loin d'être acquise (Bichara, 2009). Il ne s'agit pas d'autonomie absolue de la société civile sur l'Etat.

En conséquence, pour le pays arabe, la démocratisation est loin d'être consolidée (Bichara, 2009). Pour ces Etats, la vie sociale prime sur la vie institutionnelle. C'est pourquoi, par exemple, les sujets tels que la justice sociale, l'égalité et le développement économique sont plus importants. Car, la démocratie a une base économique et sociale spécifique.

La démocratie ne peut pas être exportée (Bichara, 2009). Dans cette géographie, les individus doivent être actifs en s'investissant dans l'éducation, la science, la pensée libre, et l'économie nationale. En créant dans les pays des « habitudes » participatives, coopératives et tolérantes, la société civile peut ouvrir la voie à la démocratisation (Bichara, 2009). Si, ces améliorations ne peuvent être atteintes, les acteurs du Moyen-Orient vont changer mais le scénario restera le même.

Le Moyen-Orient est généralement connu avec de nombreux problèmes. L'un des plus importants de ces problèmes est la question de la démocratisation.

Les pays du Moyen-Orient ont obtenu des opportunités après avoir acquis leurs indépendances afin d'établir des régimes démocratiques dans la région. Même si les parlements ont été établis dans de nombreux pays de la région avec des élections nationales, les efforts de transition à la démocratie n'ont pas vraiment réussi.

Avec le début du XXe siècle, des changements politiques ont commencé à apparaître partout dans le monde. Les différences géographiques et les conflits ont

causé des différences sur l'application de la démocratie. Dans le monde, les causes des conflits sont économiques, politique ou culturel et les facteurs géographiques et historiques influencent toujours ces conflits.

Au Moyen-Orient, le concept de l'Etat ou de la démocratie ont une connotation différente par rapport aux pays occidentaux. Parce que, en générale, pour les sociétés du Moyen-Orient, l'Etat a la priorité. Les concepts d'autorité et de pouvoir ont été plus dominants sur les formes de gouvernement. L'État est considéré comme une entité sacrée, intouchable, inaccessible (Atlioğlu, 2009). Le facteur le plus important est la force. Ainsi, le pouvoir de l'Etat se reflète par les actes de violence que commettent les pouvoirs militaires et politique. Dans la région, le plus important c'est le pouvoir et la peur pour les gouvernements (Atlioğlu, 2009).

Selon l'Occident, les peuples du monde islamique n'ont pas de culture démocratique. Les habitants de la région sont devenus des composantes mêmes de la vie sociale et politique à travers une politique de soumission. C'est pourquoi, l'autoritarisme est devenu une forme de gouvernement dans les pays de la région. Car, la structure sociale est faible dans le formatage de la politique. Cette situation empêche la modernisation et la démocratisation de la région comme économique, sociale, culturelle et politique (Atlioğlu, 2009).

Au Moyen-Orient, la structure coloniale a influencé le processus de la construction de l'État. Au XXe siècle, les politiques colonialistes des puissances européennes sont devenues effective avec l'entrée au processus de désintégration de l'Empire ottoman.

Après la Première guerre mondiale, la région a été occupée par la France et l'Angleterre. Au XXe siècle, la France et l'Angleterre ont reçu des mandats de la Société des nations pour administrer les territoires² (Dimier, 2002). Le mandat "A"³ fut appliqué aux territoires issus du démembrement de l'Empire ottoman : la Syrie et le Liban, confiés à la France de 1920 à 1946; l'Irak (de 1921 à 1932), la Palestine et la Transjordanie (de 1920 à 1948), confiés au Royaume-Uni (Conrad, 2002).

Dans la période coloniale, les puissances européennes ne pouvaient pas fournir l'institutionnalisation à propos de la démocratisation dans la région. Ils ont préférés seulement développer leurs relations avec certains groupes ou classes au détriment de la majorité du peuple. Après les indépendants, cette situation a empêché le développement de la démocratie car, les actions et la rhétorique de la démocratisation sont considérées comme un autre moyen colonial des colonisateurs par les peuples de la région (Özlük, 2007).

Après la Deuxième guerre mondiale, le Moyen-Orient est devenu une scène de lutte entre deux pôles dans la structure bipolaire du système international. Les pays de l'Est et du Bloc de l'Ouest se sont intéressés à la stabilité dans la région au lieu du développement économique et de la démocratisation de la région du Moyen-Orient. Le but dans la région était l'endiguement de l'URSS, d'atteindre les ressources

² L'article 22 du Pacte de la S.D.N. pose les principes généraux du régime du mandat : les peuples des territoires en question sont encore incapables « de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne ».

³Le mandat "A" : Certaines communautés qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire

énergétiques dans la région, d'assurer la sécurité d'Israël et aider les régimes qui sont proches. Ils étaient les priorités de la politique américaine au Moyen-Orient.

Avec l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990, le processus de démocratisation a commencé à être vu dans le monde et les Etats ont fait plusieurs réglementations. Mais, la réelle démocratisation ne s'est jamais réalisée au Moyen-Orient. Il y avait tout de même des minivagues de démocratisation dans la région telle que des droits politiques accordés aux femmes au Koweït en 1999. Dans les années 2000 l'institution d'observation nationale des droits de l'homme a été établie en Egypte, en Jordanie et au Qatar. En Arabie Saoudite, les élections municipales ont eu lieu pour la première fois depuis 1932. Les élections ont eu lieu au Liban et en Irak en 2005. Cependant, tous ces efforts positifs ne suffisent pas pour la démocratisation de la région.

Dans la démocratie, le nationalisme est un facteur important. Le nationalisme est essentiel pour l'intégrité du pays, la fidélité à la nation et la citoyenneté. Le processus de construction de l'Etat doit être en parallèle avec le processus de construction de la nation. Donner la priorité à la construction de l'Etat ne facilite pas la démocratisation (Yılmaz, 2010).

La culture civique est un autre facteur important pour un pays démocratique. Dans le monde, les organisations non gouvernementales avaient joué un rôle efficace dans la transformation d'un régime. Il y a plusieurs organisations non

gouvernementales au Moyen-Orient, mais, ils ne font pas la pression sur les gouvernements et ne sont pas efficace sur les régimes (Yılmaz, 2010).

Au Moyen-Orient, la culture traditionnelle, la compréhension de nomade et tribale est encore dominante. C'est pourquoi, la société civile participative et la structure de parti politique à base élargie ne peuvent pas apparaitre et la partie demandant la démocratie est très faible.

Toutefois, l'économie politique est aussi très importante dans la région (Khader, 2009). La première source de richesse du Moyen-Orient est le pétrole. En ce sens, il y a un marchandage implicite entre l'État et la société au Moyen-Orient. L'Etat répond aux besoins fondamentaux de la société, fournit la protection. La société, elle, ne demande pas de démocratisation.

Selon l'approche de la paix démocratique, l'augmentation du nombre d'États démocratiques contribuera au maintien de la paix et de la sécurité internationale. (Ekmekçi, 2011).

Une initiative importante était "Arab Business Council" fondée comme une extension du Forum économique mondial en Juin 2003. Ce Conseil visait la bonne gouvernance. Il vise à créer une puissance régionale réunissant les forces économiques et politiques des pays membres et une intégration entre les pays membres. Une autre initiative soutenue par le Yémen, la Déclaration de Sanaa était une conférence y compris les gouvernements, les organisations de la société civile et des représentants des partis politiques. Cette déclaration a fait appel au renforcement de la coopération entre le gouvernement et la société civile, les élections libres, le

système judiciaire indépendant, la primauté du droit, les droits des femmes, les médias libres et indépendants (Yılmaz, 2010).

Les institutions et les activités démocratiques doivent être soutenues à long terme pour apporter la démocratie dans les pays arabes. La stratégie de la démocratie de propagation devrait être évolutive, pas révolutionnaire.

2.1.1 Le Printemps arabe

Au Moyen-Orient, les effets positifs ou négatifs des facteurs fondamentaux doivent être évalués pour la démocratisation. La structure et le fonctionnement des pays arabes, les ressources pétrolières, la situation géographique, et l'islam sont les dynamiques principales de la région.

Une autre possibilité de démocratisation était les révoltes des peuples au Moyen-Orient. « Le printemps arabe » est la période ayant contribué aux attentes en terme de démocratisation face à l'autoritarisme politique. Le printemps arabe constitue l'événement majeur de l'année 2011, il est un moment efficace qui marque le tournant de l'histoire de la région (Cavatorta, 2012).

Ces événements ont commencé le 17 décembre 2010 par la révolution en Tunisie qui a conduit Zine el-Abidine Ben Ali au pouvoir depuis 1987 à quitter le pouvoir (Cavatorta, 2012).

Les mouvements se sont déroulés en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Yémen et au Bahreïn, mais également par réaction ou par anticipation, en Algérie, en Syrie,

au Maroc, en Jordanie, en Arabie saoudite notamment, la vague de contestation affecte tous les régimes de la région (Burgat, 2012).

Il y avait plusieurs acteurs dans les contestations. Mohamed Bouazizi est l'un des acteurs les plus importants du printemps arabe (Jeanpierre, 2011). Il s'est immolé par le feu en Tunisie et cela a été l'élément déclencheur des révolutions en Tunisie et dans tout le monde arabe (Azouzi, 2013). Cet événement a été une grande opportunité pour le peuple qui n'était pas satisfait de l'administration. Avec cet événement, le peuple a commencé à protester contre le chômage et le coût de la vie.

La cause la plus importante de ces événements était les gouvernements autoritaires. Car, la démocratie et de la culture démocratie manquaient.

L'un des outils qui a aidé au déclenchement des mouvements sociaux au Moyen-Orient était les réseaux sociaux. Ils ont joué un rôle important dans ces révolutions. En particulier, Facebook et Twitter ont permis de coordonner les manifestations et de rassembler des centaines de milliers de personnes (Taşkesen, 2011). Les gens ont partagé les mêmes opinions grâce aux réseaux sociaux.

Zine El Abidine Ben Ali a quitté le pays, c'était une source d'inspiration pour d'autres jeunes dans le Moyen-Orient. En Egypte, l'espoir des jeunes égyptiennes est devenu un slogan de plus de liberté et de gestion équitable. Les événements ont causé la démission de Hosni Moubarak car, Moubarak avait une attitude autoritaire envers la population civile et des allégations d'irrégularité et de corruption.

Khaled Said battu à mort par la police égyptienne est devenu un grand symbole de la révolution égyptienne (Taşkesen, 2011). Comme en Tunisie, les manifestations en Egypte ont causé la chute de Moubarak et ont mis fin à 30 ans de règnes (Gervasio, 2011). Avec les réactions croissant du peuple, Moubarak a annoncé qu'il ne se présentait pas à la prochaine élection, puis il a été obligé de promettre des changements.

En conséquence des élections réalisées en juin 2012, Mohammed Morsi a été le premier président élu démocratiquement en Egypte. Il a soutenu la Révolution égyptienne comme un opposant et il était proche idéologiquement des Frères musulmans. En 2012, les Frères musulmans sont devenus une organisation mondiale qui s'impose comme un modèle important pour le renouveau islamique et ils ont pris le pouvoir avec l'élection de Mohamed Morsi (Meriboute, 2013). Ils ont une influence sur les institutions sociales, éducatives et médiatiques du monde musulman. Ainsi, ils veulent d'adapter dans une certaine mesure le modèle islamique au monde moderne. Les Frères tentent d'accepter de participer au jeu démocratique, en vue d'intégrer leur mouvement aux institutions étatiques des pays sécularisés (Meriboute, 2013).

Toutefois, l'identité islamique Morsi a conduit à la remise en cause de la légitimité des politiques internes et externes. En été 2013, cette fois les manifestations et les rassemblements ont commencé à être tenus contre Morsi. Après les tensions et les conflits entre les opposants exigeant la démission de Morsi entre les Frères musulmans, l'armée égyptienne sous la direction d'Abdel Fattah al-Sissi a décidé de

prendre le contrôle du pays. Après ce coup d'Etat, la place Tahrir a connu beaucoup de joie et d'enthousiasme. Le peuple se révoltant contre le régime anti-démocratique, a commencé à soutenir cette méthode (le coup) anti-démocratique. En 2014, le projet de constitution a été adopté et après l'élection présidentielle, Abdel Fattah al-Sissi a remporté l'élection avec près de 97 % des voix (Elbistan, 2015). Pour le peuple, le plus important est la stabilité dans le pays. Après ce processus, la situation du peuple et l'avenir du pays ont été incertain.

Le Yémen est un pays qui a vu la vague de printemps arabe. Ali Abdallah Saleh (le président de la république yéménite) a quitté le pouvoir avec le plan de sortie de crise du Conseil de coopération du Golfe. Le 23 novembre 2011, Saleh a conclu un accord sur le plan de transition avec les pays de Conseil de coopération du Golfe (Arı, 2012). Ainsi, le vice-président, Abd Rab Mansour Hadi a fait une tentative pour établir un nouveau gouvernement. Le 21 février 2012, les élections ont eu lieu pour la présidence au Yémen. Abd Rab Mansour Hadi, est élu président de la république avec 99% des voix, pour deux ans. Toutefois, les Houthis et les groupe lié Al-Qaïda continue de nuire à la stabilité du pays (Arı, 2012).

Quant au Libye, la gestion totalitaire de Kadhafi depuis 42 ans, l'émergence de la fortune en milliards de dollars, la vie luxueuse des enfants de Kadhafi et les dépenses excessives avait déclenché la colère et la haine du public (Taşkesen, 2011).

Le Libye, un pays fondé sur les structures tribales. Pendant les manifestations, le pays était divisé en deux, d'un côté les partisans de Kadhafi appelés les partisans et de l'autre les opposants de Kadhafi. La guerre civile a commencé entre les tribus.

Kadhafi et ses partisans ont saisi Benghazi. Après cet événement, La France et la Grande-Bretagne ont commencé à bombarder et le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé un embargo sur la vente d'armes à Libye (Orhan, 2015). Avec l'opération aérienne de l'OTAN contre la Libye dans l'intervention humanitaire, le Conseil national de transition de Libye a emporté une victoire décisive, Mouammar Kadhafi a été tué et la Libye a été passée sous le contrôle des Forces du Conseil national de transition (Orhan, 2015). Dans la période après Kadhafi en Libye, la stabilité n'est pas été encore assurée. La lutte de pouvoir entre les régions et les tribus continue. Le partage des revenus du pétrole est l'une des principales raisons de la lutte entre les régions.

Le manque de structure institutionnelle et bureaucratique, tradition étatique empêchent d'une transition démocratique en Libye. Les conflits internes ne finissent pas dans le pays.

Les émeutes en Tunisie, en Libye, au Yémen et en Egypte se sont terminées avec le renversement des pouvoirs. Cependant, en Syrie, cette situation est différente car, la Syrie est trainée à l'instabilité en raison de violence politique du régime de Bachar al-Assad. Le 17 mars 2011, les manifestations ont commencé à cause d'un grand problème de chômage.

En raison de l'attitude répressive du régime, les manifestations sont transformées en guerre civile, alimentée par les intérêts stratégiques parfois constatée d'acteurs étrangers (Asseburg, 2013). En Syrie, l'opposition s'est unie sous le nom de Conseil national syrien. L'armée syrienne libre (les forces armées de l'opposition) a

commencé à se battre avec les forces d'Assad. Le problème de régime en Syrie s'est transformé en une crise internationale. La révolte en Syrie a causé une polarisation internationale. La Russie, l'Iran et la Chine, soutiennent le régime d'Assad. Cependant, les puissances occidentales et les États arabes sont contre le régime d'Assad. La Syrie est devenue le domaine de lutte des pouvoirs internationaux.

La fin de la guerre civile est une condition préalable afin de rétablir la stabilité, la paix et la sécurité dans la région et la Syrie. En même temps, une feuille de route y compris les réformes politiques, économiques, juridiques et sociales doit être déterminée et mise en œuvre. Les premiers points à discuter dans ce contexte sont les arrangements politiques y compris la construction de l'identité nationale, la création d'un nouveau système politique, l'élaboration d'une constitution.

Même si les révoltes ont commencé pour des raisons économiques, les demandes de liberté politique sont devenues l'une des raisons la plus importantes. Historiquement, les systèmes politiques dans les pays du Moyen-Orient ne permettaient pas la participation démocratique et le transfert du pouvoir (Korkmaz, 2012).

Au Moyen-Orient, il y avait les gouvernements qui excluaient les concepts tels que la démocratie, les libertés individuelles et les droits de l'homme. Les régimes autoritaires ne permettent pas le développement de l'opposition politique. Quand la population demandait la réforme ou la liberté d'expression, elle a été confrontée à la pression par les gouvernements. Cette situation est un autre facteur qui a déclenché ces mouvements sociaux.

Le peuple veut prendre un rôle plus actif dans la vie sociale et dans la détermination de la gestion avec des élections légitimes. Les gens demandent la mise en place d'un système multipartite, l'existence d'une concurrence entre le gouvernement et l'opposition, la primauté du droit, et la liberté d'expression. Mais, le Moyen-Orient est la région la plus variable politiquement du monde en raison de la structure hétérogène, sociale, politique et la richesse souterraine. C'est pourquoi, la démocratie n'a pas assuré la continuité sur la région.

La chaîne de télévision Al Jazeera a une position primordiale dans la communication entre les sociétés arabes. Dans les médias arabes, cette chaîne de tv est le seul canal permettant la publication sans concept d'autocensure. Les peuples arabes ont commencé à comprendre qu'ils ont des problèmes communs. L'opinion publique mondiale a été informée grâce à Al-Jazeera des développements dans les pays arabes (Korkmaz, 2012).

Tout au long de l'année 2011, l'utilisation des médias sociaux a connu une très forte progression dans l'ensemble des pays arabes (Mourtada, et al, 2012).

Les réseaux sociaux ont contribué aux révoltes. Ces réseaux comme Facebook et Twitter sont des espaces de liberté et ils ont assuré à coordonner les manifestations. Aujourd'hui, les événements politiques et sociaux, s'étendent instantanément grâce à la technologie partout dans le monde. Avec l'expansion de l'utilisation des réseaux sociaux, la conscience collective a été formée contre les régimes autoritaires dans les communautés arabes. En particulier, l'Internet en Tunisie et en Egypte, était très important. Il a joué un rôle central dans ces pays comme un moyen de protestation.

L'utilisation de l'internet a assuré à l'organisation des masses et à l'accélération du mouvement révolutionnaire à bref délai. Selon une étude, l'importance de l'internet est très importante dans les dictatures. Dans les régimes répressifs, les gens ont peur des punitions. L'internet est devenu un rôle important dans ces pays comme un outil de protestation.

Aujourd'hui, les mouvements sont appelés par des noms tels que la révolution des médias sociaux, la révolution de Facebook, la révolution de Twitter pour les révolutions. Les peuples utilisent activement les médias sociaux de manière efficace pour construire la démocratie (Faris, 2012). Pour une démocratie, les médias sociaux peuvent être une opposition puissante (Korkmaz, 2012).

Avant le printemps arabe, en Egypte, les gens avaient commencé à discuter les pratiques de gestion en utilisant d'outils de médias sociaux (Korkmaz, 2012). Les médias sociaux entraînent des mouvements de masse en mobilisant les réticents et ils constituent une menace pour les régimes autocratiques.

A la fin de l'année 2011, l'utilisation des médias sociaux par les citoyens arabes s'est étendue à d'autres sphères de la société, comme l'engagement civique, la participation politique, le changement social (Mourtada, et al, 2012).

Malgré toutes ces possibilités, le printemps arabe était une occasion manquée pour le Moyen-Orient. Le printemps arabe avait une dimension régionale et nationale. Les zones de conflits régionaux et de conflits mondiaux se sont formées. Ce processus de printemps arabe a influencé les dynamiques de la région. Ainsi, les luttes de

pouvoir régional et le leadership se sont approfondis dans la région, ce qui a causé l'augmentation de l'instabilité.

L'effet le plus positif du printemps arabe c'est qu'il a démontré la potentialité de la capacité des peuples arabes pour se révolter contre le régime oppressif. Mais, les acteurs islamiques ne sont pas complètement prêts pour un changement. Même si les titres des pouvoirs ont changé, on peut observer que la tradition de la gouvernance et la structure administrative du Moyen-Orient continuent.

En 2013, selon le journal Al Jazeera, les étudiants avaient organisé des manifestations contre le coup d'Etat dans les universités. Les forces de sécurité ont utilisé la violence contre les étudiants. Selon des rapports de la presse dans la période du Printemps arabe, le coup d'Etat en Egypte a été effectué contre la démocratie, le public et le printemps arabe.

Ahmed er Raisuni (Vice-président de l'Association des oulémas musulmans), il a dit que les mouvements islamiques ont le droit de prendre part à la politique, mais leurs tâches prioritaires doivent être de sensibiliser la société et de fournir des conseils sur la vraie religion. Pour lui, ce sont les actions pacifiques qui réalisent des objectifs sociaux, et non pas l'arme et la violence.

Le printemps arabe est un processus, pas un événement. C'est pourquoi, il a acquis de nouvelles formes. Ce processus a reformé les perceptions et les pensées des Arabes.

Au Moyen-Orient, le changement fondamental établi sur les valeurs sociales est très difficile. En même temps, la paix et la sécurité régionale est très importante pour la transition démocratique. Après un long processus, des résultats et des développements plus positifs peuvent apparaître.

2.1.2 Une conséquence démocratique : L'exemple de la Tunisie

Après le processus du printemps Arabe, l'un des développements les plus importants en ce qui concerne la démocratie au Moyen-Orient, est le prix Nobel de la paix 2015 donné au quartet du dialogue national en Tunisie pour sa contribution décisive à la construction d'une démocratie pluraliste en Tunisie. (Dedekoca, 2015). En fait, la Tunisie qui a créé une constitution avec un consensus social, est la seule exception positive du printemps arabe comme un exemple de politique pacifique alternatif.

Après la révolution du 14 janvier 2011, l'histoire politique de la Tunisie fut marquée par des tensions sociales, par la détérioration de la situation économique, par les crises et les assassinats politiques (Kapitalis, 2016). Cependant, le dialogue national a changé cette mauvaise vision de la Tunisie.

Toutefois, le quartet du dialogue national avait émergé en 2012. Il est l'association de quatre organisations tunisiennes (Lerougetel et Sterne, 2013). Il est composé du syndicat UGTT (Union générale tunisienne du travail), de la fédération patronale Utica (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et de l'Ordre national des avocats de Tunisie

(Bobin, 2015). Ils ont pour but d'établir une démocratie pluraliste en Tunisie. Ce quartet s'est formé avec le processus de démocratisation.

Le 23 octobre 2011, le parti islamiste Ennahdha a gagné les élections en Tunisie et Il obtient 89 députés au sein de l'assemblée constituante de 2011 (Dedekoca, 2015). Le parti islamiste Ennahdha a établi le gouvernement avec une coalition appelée Troïka. Ce gouvernement de coalition a décidé d'une nouvelle constitution. Mais, la polarisation entre laïcs et islamistes s'est élargi dans ce processus et les actes de violence ont augmenté.

En 2013, les manifestations ont commencé contre le gouvernement d'Ennahdha en Tunisie (Ounaïes, 2015). Le premier ministre, Hamadi Jebali remet sa démission le 19 février 2013, après le meurtre de Chokri Belaïd et annonce la création d'un gouvernement de technocrates malgré l'opposition de son parti (Gobe et Chouikha, 2015). Ces événements avaient ralenti le processus de transition démocratique (Hamadi, 2015). C'est pourquoi, Quartet du dialogue national a essayé d'accélérer l'adoption de la Constitution et d'organiser de nouvelles élections (Hamadi, 2015). Le Dialogue national visait à réunir les représentants des principaux partis politiques afin de négocier des accords et de dépasser les blocages (Hamadi, 2015). L'attitude et le consensus de ce Dialogue national a réduit les différences politiques et idéologiques traditionnelles, et certains résultats comme l'adoption d'une Constitution à l'Assemblée a émergé avec cette situation (Hamadi, 2015). Ainsi, le Dialogue a assuré la réalisation des élections libres et a contribué à la construction de l'ordre constitutionnel. Le 26 janvier 2014, la nouvelle constitution tunisienne a été adoptée.

Le Quartet du dialogue national a joué un rôle majeur dans la transformation de l'environnement politique institutionnel de la violence dans la société. Les compréhensions tels que constructive, conciliante du Quartet du dialogue national ont joué un rôle très important pour parvenir à une solution. Le Quartet a montré l'importance des organisations de la société civile pour la démocratie.

Toutefois, la Tunisie peut être modélisée comme un pays ouvert au dialogue dans les pays du Moyen-Orient.

2.2 L'Effet de l'Islam sur la Démocratie au Moyen-Orient

Tous les processus sociaux et politiques sont influencés des valeurs islamiques. Au Moyen-Orient, il n'est pas possible de séparer l'Islam et la politique.

L'idée de révolution islamique et de soulèvement massif est très dominante au Moyen-Orient. C'est pourquoi, les mouvements islamiques socio-culturels se sont mélangés avec le mouvement islamique révolutionnaire politique (Göle, 2000).

L'identité musulmane est en vue avec la politisation de l'Islam et représente une légitimité dans la politique moderne. Selon Göle, l'Islamisme reconstruit l'identité musulmane dans le monde moderne (Göle, 2000).

Le Moyen-Orient est la géographie des religions. L'Islam a été la religion dominante durant le VIIe siècle. Dans l'Islam, le Sunnisme est majoritaire. Il est un instrument de légitimité des pouvoirs en place (Laurence, 2000).

L'islam est une religion qui a pour objectif d'organiser et de former le monde et l'éternité. Cette religion a des propositions pour tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle des individus (Koyuncu, 2015). Débat sur le califat a été l'une des questions les plus débattues dans l'histoire islamique. La question de "Qui sera le calife" a constitué à la base des ségrégations sectaire. Cette ségrégation religieuse-sectaire a révélé deux styles de gestion important à l'époque classique.

La tradition politique sunnite, a représenté "la théorie du califat", la tradition politique chiite a développé "la théorie Imamat". Selon les sunnites, le calife peut être un dirigeant légitime. Selon la théorie de l'Imamat chiite, l'Imam est une personne choisie par Dieu et doit avoir d'excellentes caractéristiques personnelles, devrait être innocent ou devrait avoir des propriétés extraordinaires. Ce cas montre que l'Islam a toujours été dans la politique.

Dans les dernières décennies de l'Empire ottoman, en particulier les étudiants et les intellectuels sont allés en Europe. Et sont influencés par le système européen. Cette situation a apporté certaines discussions sur le monde de l'Islam. Les concepts occidentaux tels que l'individualisme, le libéralisme, le droits de l'homme, la séparation de l'État et la religion, montrent une différence fondamentale par rapport aux concepts dans la culture musulmane. Au Moyen-Orient, étant donné que la moralité personnelle a de l'importance au détriment des institutions politiques, cette situation peut empêcher les éléments de démocratie. L'Etat n'appartient pas aux

dirigeants mais au peuple. La véracité de cette règle ne peut être démontrée que par l'instauration de la démocratie.

Après la période de Printemps Arabe, avec l'effondrement des systèmes autoritaires, les partis islamistes ont bénéficié de l'environnement démocratique créé. En particulier la politisation du mouvement salafiste et son grand succès emporté dans les élections. Il a été l'un des développements les plus importants. Les communautés ont gagné une occasion d'intégration au système politique. Après la révolution, les groupes salafistes dans le monde arabe ont commencé à être considérés comme « les islamistes ultra-conservateurs» (Akgün et Bozbaş, 2013).

2.2.1 Le salafisme et la démocratisation en Egypte

Qu'est que le salafisme ? Le salafisme est le retour aux origines de l'Islam par l'imitation de la vie du Prophète (Amghar, 2016). Le salafisme a trois tendances:

Le premier, le salafisme quiétiste pense que la seule solution aux problèmes des musulmans réside la purification et l'éducation et il a but de purifier la religion et éduquer les musulmans (Amghar, 2016).

Deuxièmement, le salafisme politique est une dimension militante et politique de l'islam qui vise à créer des partis politiques et des syndicats (Monge, 2014). Dernièrement, le salafisme révolutionnaire possédant une dimension de lutte armée (Amghar, 2016).

En Egypte, les groupes salafistes politiques sont entrés dans le processus de parti. Les mouvements Salafi Jihad (la salafisme révolutionnaire) étaient entrés dans une position antipolitique.

Au lendemain de la chute de Hosni Moubarak, les jihadistes égyptiens sont de nouveau visibles dans l'espace public (Caillet, 2013). Les Frères musulmans et les Salafistes ont également participé aux premières élections démocratiques de l'Egypte et ils ont émergé comme le premier et le deuxième parti des élections. (Akgün ve Bozbaşı, 2013). Les salafistes ont bénéficié d'un environnement démocratique. Les salafistes égyptiens sont entrés en politique (Caillet, 2013). Cette situation est un cas démontrant la relation entre l'islam et la démocratie.

Le 25 janvier 2011, face aux manifestations de masse anti-Moubarak sur la place Tahrir, les salafistes ont tout d'abord refusé de participer aux manifestations conformément à la vision salafiste classique, puis se sont contraints à changer d'attitude politique.

Les groupes salafistes jihadistes ou militants ont joué un rôle actif dans le processus de révolution en Egypte. Ils ont soutenu le processus révolutionnaire en participant aux manifestations de la place Tahrir et ont été efficaces sur les manifestants avec leurs discours. Cependant, il y avait les groupes salafistes contre la révolution. Certains dirigeants salafistes ont essayé d'empêcher les manifestations avec le principe de l'obéissance au pouvoir (Yıldırım, 2013). Un autre groupe, les Salefis d'Alexandrie ont une place très forte et importante. Ils s'opposent à la structure de leadership organisée comme le mouvement des Frères musulmans et

n'ont pas participé aux mouvements. Mais, les Salafis Alexandrie ont changé leurs positions politiques dans le temps.

Quant aux partis salafistes, ils ont manifesté une très forte réaction contre la démocratie (Yıldırım, 2013). Selon eux, la démocratie était inacceptable. Mais, après la révolution en Egypte, avec le référendum constitutionnel, les obstacles à établir des partis politiques ont été supprimés et ainsi, les salafistes ont rapidement établi les partis.

Le parti Nour⁴ qui est le plus grand de trois partis salafistes égyptien, a été fondé après la révolution Tahrir. Ce parti représente le bras politique des salafistes d'origine Alexandrie (Steuer, 2013). Le parti Nour remporte plus d'un quart des suffrages (Steuer, 2013). Il se bat pour la traduction effective de la charia dans le droit positif (Steuer, 2013). Ce parti a déclaré que les plus importants problèmes de l'Egypte sont la politique, la sécurité et l'économie. Mais, le parti Nour a attiré l'attention avec ses discours sur l'identité et la religion (Yıldırım, 2013). Selon ce parti, l'identité de l'Egypte est l'identité arabo-islamique.

En 2012, Le parti Nour a soutenu le candidat des Frères musulmans (Mohammed Morsi) dans le second tour des élections des élections présidentielles. Puis il y eut concurrence entre les Frères musulmans et les militants du parti Nour qui sont les deux principales forces politiques égyptiennes. (Steuer, 2013). L'élection de Morsi en juin 2012 est perçue comme une menace par les salafistes d'Al-Nour (Mohamed, 2015). Ainsi, le parti salafiste Nour a perdu une bonne partie de sa base

⁴ En Arabe, Hizb el-Nur.

en soutenant le renversement de Mohamed Morsi et en suspendant la Constitution (Anmuth, 2015). Cette situation a affaibli le soutien de masse pour le parti Nour (Yıldırım, 2013).

Après le coup d'Etat, Abdel Fattah al-Sissi n'a pas réussi à mettre en place une solution aux problèmes économiques du pays et n'a pas constitué de politiques efficaces pour d'autres problèmes. Cette situation a conduit à l'augmentation de l'insatisfaction contre Sissi dans le pays. Le parti Nour est l'un des acteurs les plus importants provoquant cette situation.

Le parti Nour s'est considéré comme un alternatif au mouvement des Frères musulmans. Mais, dans le processus après le coup, cette attitude du parti Nour a complètement changé. Dans cette période, le parti Nour a échoué dans les élections. Il était le deuxième parti en Conseil en 2011. Cependant, dans les élections organisées en Octobre et Novembre 2015, le parti Nour a vécu un mauvais résultat et a eu 12 députés.

Un autre parti important est le Parti de la construction et du développement. Le groupe de Gamaat islamiyya s'est dotée d'une vitrine politique (Steuer, 2013). Ce parti a pris un rôle actif dans la révolution de 25 Janvier 2011 et a soutenu le nouveau processus. Il définit sa politique avec des slogans comme la construction, le développement, la charia islamique, la liberté politique et la justice sociale.

Le Parti de la construction et du développement s'est opposé au coup d'Etat militaire du 3 Juillet 2013 et a participé à des manifestations contre le coup d'Etat dans toutes les régions de l'Egypte.

Il y a les autres partis politiques d'origine salafiste comme le parti Vertu. Mais, le parti Nour a été le plus grand parti salafiste. Les formations salafistes ne considéraient pas légitime la démocratie et les élections. Après la révolution de 25 Janvier 2011, les salafistes rapidement organisées sous l'égide du parti Nour, sont devenus une force politique alternative aux structures politiques des Frères musulmans avec un succès qui a bouleversé l'équilibre politique au Moyen-Orient (Yıldırım, 2013). Cette transformation est un exemple de la politique religieuse au Moyen-Orient. C'est, en même temps, une situation qui montre le dilemme de la démocratie et de la religion.

2.2.2 L'Islam est-il compatible avec la démocratie ?

La démocratie s'identifie à un régime où le peuple est souverain, où cette souveraineté s'exerce par le biais des représentants élus qui sont soumis à la Constitution (Campagna, 2008).

Les pays où l'islam est très répandue ont chacun une histoire, une expérience politique, sociologique et économique différente. C'est pourquoi, l'approche d'un monde islamique homogène n'est pas vrai.

La relation entre la démocratie et l'islam a toujours été un sujet de débat. Selon certains, la démocratie n'est pas seulement un mécanisme de gestion, elle est également un mode de vie et une philosophie. Il y a ceux qui soutiennent que l'Islam et la démocratie ne peuvent pas être compatibles les uns avec les autres. Pour le groupe d'opposants, l'Islam ne propose pas de modèle d'Etat, mais seulement de principes fondamentaux.

Le problème est l'incompatibilité des valeurs de l'Islam avec les valeurs libérales laïques. Dans le groupe de scientifique social occidental, il y a deux approches différentes sur la relation entre l'islam et la démocratie: Selon la première approche, il y a certaines caractéristiques à l'essence de l'Islam. Cette incompatibilité essentielle provient de l'autorité de Dieu. Selon Huntington, l'islam n'est pas cohérent avec la démocratie. Il parle du rôle attribué aux oulémas et de la présence de la charia dans l'Islam. Selon lui, le leadership politique et le leadership religieux sont séparés dans la civilisation occidentale. Dans l'Islam, l'autorité politique et l'autorité religieuse ne sont pas séparées donc Huntington soutient que cette situation est un obstacle au développement de la démocratie. Avec cette approche, il montre la laïcité comme une condition préalable pour le développement de la démocratie (Huntington, 2006).

Fukuyama tient une place importante dans la discussion sur l'islam et la démocratie. Avec l'effondrement du bloc soviétique, il ne reconnaît aucun autre système politique concurrent avec la démocratie libérale (Koyuncu, 2015). La démocratie libérale s'est imposée au monde. Le libéralisme a déclaré son emprise sur l'humanité. L'Islam qui peut être considéré comme une alternatif au libéralisme, est une idéologie qui a un certain code moral, et une doctrine de justice politique et sociale comme le libéralisme et le communisme (Koyuncu, 2015). Mais il n'a pas le pouvoir contre la démocratie libérale. Parce que l'Islam est seulement proposé par un Etat théocratique comme une alternatif. Selon Fukuyama, l'Islam n'est pas compatible avec la démocratie libérale. Mais, l'Islam peut se développer pour un système démocratique islamique.

Selon Toynbee, le régime démocratique est un régime d'un ordre de civilisation particulière. Il affirma impossible d'établir un régime démocratique dans le monde oriental.

Il y a aussi des partisans de ces idées dans le monde islamique. Ceux-ci soutiennent que l'Islam est un modèle unique de l'Etat. La souveraineté (hakimiya) et le pouvoir législatif appartiennent à une autorité unique dans le système islamique. Cette autorité est celle de Dieu. Le penseur pakistanais, Sayyid Abul Ala Maududi défend qu'il n'y a pas de similitude entre l'Islam et démocratie occidentale. La démocratie occidentale transfère la hakimiya (souveraineté de Dieu) au peuple (Mawdudi, 1976). La compréhension de gestion de l'islam selon lui, est basée sur la souveraineté de Dieu et le califat.

En 2005, les pays musulmans représentaient 55% du total dans les régimes non-démocratiques au monde (Fattah, 2006). Le célèbre orientaliste, Bernard Lewis a expliqué que l'élément religieux est le principal obstacle à la démocratisation des pays musulmans. Selon Lewis, dans la loi islamique, il n'y a pas de valeurs démocratiques de type occidental et de lois pour protéger les droits individuels.

Le mouvement islamiste égyptien, le mouvement des Frères musulmans qui est le premier mouvement international du monde islamique, est l'une des écoles reconnues au sein du mouvement islamique comme anti-démocratique. Sayyid Qutb est une personne ayant transformé le mouvement en une position contre la démocratie. Ce mouvement a une attitude claire sur la laïcité. Le fondateur du mouvement, Hassan al-Banna, a soutenu que l'Islam n'a pas de contexte laïc. Mais, en

même temps, il affirme que la démocratie a apporté la liberté et la pensée libre pour les nations et les peuples et qu'elle donne la liberté à l'auto-développement. Il dit que ces caractéristiques sont importantes aussi. Cependant, il a aussi indiqué que l'individualisme extrême et la liberté illimitée causent des problèmes. Il a conduit les musulmans à penser sur la démocratie et à l'idée que le modèle islamique devrait être suivie au lieu de modèles occidentaux (Çağlayan, 2011).

Al-Banna considère la démocratie comme une forme légitime de gouvernement sur une base islamique. Cependant, il est contre le système de parti et il pense que les partis ont une structure qui compromet l'unité du peuple.

Sayyid Qutb pense différemment à de al-Banna. Il sépare nettement l'ordre du monde moderne par l'ordre islamique et il a appelé les ordres de la société moderne comme des ordres d'ignorance. Il défend que l'Islam ne soit pas seulement la pensée et la croyance mais aussi est un système social. L'Islam doit être dominant dans l'ordre social, juridique et économique. Sayyid Qutb s'oppose à la notion de justice sociale. Selon les Frères musulmans, la société islamique est avant tout animée par la justice sociale (Steuer, 2004).

Selon la pensée islamique, l'Etat et ses dirigeants doivent seulement se conformer à la Loi sacrée (Goldziher, 2005). Dans le droit islamique, le dirigeant pratique la consultation (choura) qui est un principe essentiel posé par le Coran (Saint-Prot, 2012). L'adaptation de l'Islam aux usages démocratiques va causer de profondes modifications de son interprétation (Pipes, 2008). La loi anti-démocratique de l'Islam, la charia, est le problème le plus important (Pipes, 2008). Pour la

démocratisation, les sociétés musulmanes doivent renoncer aux aspects publics de la charia.

L'idéologie islamiste a eu lieu entre les idéologies du XXe siècle avec la structure socio-économique et sociopolitique du Moyen Orient. Au Moyen-Orient, les liens culturels tribaux sont des valeurs importantes et les liens qui réglementent toute la vie. Ces liens peuvent empêcher le développement du constitutionalisme (Pipes, 2008). Les principes de l'islamisme ont une influence sur des éléments de politique, d'éducation, de sociale, de culture, d'idéologie, de science et de droit du Moyen-Orient. Les dirigeants aussi utilisent la religion comme un moyen fort au sein de l'espace pour assurer l'unité et la cohésion.

Un autre obstacle à la démocratie est la menace du terrorisme, qui est associée à l'identité islamique et qui a causé la difficulté de l'extension du processus de démocratisation. En particulier, les attaques de 11 septembre qui ont causé des changements majeurs dans le Moyen-Orient. En raison de l'organisation terroriste musulmane qui a effectué cette attaque, tous les yeux étaient tournés vers le Moyen-Orient. Les concepts d'Islam et de terrorisme ont commencé à être utilisés ensemble.

L'Islam et la démocratie constituent les plus importants débats occupant le monde musulman. En dehors de ceux qui s'opposent à la relation entre la démocratie et l'Islam, il y a aussi ceux qui soutiennent l'Islam et la démocratie. Pour ces derniers, les deux seraient compatibles.

Il y a trois concepts clés qui peuvent réconcilier l'Islam avec la démocratie. Ces concepts sont Shura, ijma et ijihad :

“Le shûra ou la consultation” signifie d’échanger des points de vue et d’orientation. Dans la littérature islamique, il désigne notamment le parlement d’un État islamique, le conseil d’administration d’un parti (Koyuncu, 2015). Il y a un concile. Avec cette compréhension, il est soutenu que l’Islam ne contredit pas un système démocratique parce que ce concept fait référence à la participation politique du peuple;

Le concept d’ijmâ (consensus) a servi de base à l’adoption du système qui accepte la gestion de la majorité.

Troisième concept est le “ijtihâd”. Il désigne utiliser toute la puissance. Les administrateurs font un grand effort pour parvenir au jugement correct.

Les noms de supporters de la démocratie suggèrent qu’Islam établit les dispositions générales sur la politique et le gouvernement.

Un des penseurs qui montrent la réconciliation de l’Islam avec la démocratie occidentale est John Esposito. Il parle de la conceptualisation de la démocratie à occidentale. Cette conceptualisation a causé les conflits avec les identités de communautés sur le processus de démocratisation. John Esposito note que l’islamisme, cette idéologie violente et figée, n’est pas l’islam (Esposito, 2010). Pour Esposito, “le renouveau religieux et de la démocratisation” sont les deux développements les plus importants de la dernière décennie du XXe siècle (Özdemir, 2000). Il parle des « perceptions islamiques de la démocratie » dans la doctrine religieuse et il analyse les idées de tawhîd (unicité divine), de califat, de shûra

(consultation), de consensus (ijmâ') et de raison interprétative (ijtihad) (Malika, 2000). Ainsi, Esposito explique les relations entre la démocratie et l'islam.

Une autre approche suggère que les pays musulmans peuvent devenir démocratiques à l'avenir. Jose Casanova pense que la laïcité ne soit pas obligatoire pour un système démocratique. Selon lui, l'Europe a été sécularisée après le règlement de la démocratie.

Selon certains penseurs, la démocratie peut être construite sur les fondements de l'Islam et des valeurs. Même aujourd'hui, de nombreux intellectuels musulmans s'efforcent à développer une théorie de démocratie islamique appropriée et cohérente. Selon Vaclav Havel, quand les valeurs démocratiques ont été fondées sur les fondements moraux qui connectent toutes les cultures et les personnes, la démocratie peut être une valeur qui peut embrasser toute l'humanité. Même les savants occidentaux comme Bernard Lewis, indiquent qu'il existe des facteurs qui contribuent au développement de la démocratie dans les règles et les coutumes islamiques (Özdemir, 2007).

Un autre penseur avec des idées nouvelles sur la démocratie, selon Abdulkarim Soroush, la démocratie repose sur deux fondements. Premièrement, les gens devraient être libres pour devenir un vrai croyant. Cette liberté est le fondement de la démocratie. Pour Soroush, la conviction et la volonté de la majorité devraient former l'Etat islamique idéal. La démocratie islamique ne peut pas être imposée d'en haut. Si la démocratie est préférable par la majorité, y compris les croyants et non-croyants, elle est légitime (Özdemir, 2007).

Rached Ghannouchi, qui est un homme politique tunisien islamiste, est un penseur important sur les débats récents de l'islam et de la démocratie. (Girardon, 1993). Ghannouchi, trouve mauvais l'idée que l'«Islam est contre la démocratie». Le monde islamiste n'est pas entré dans le monde moderne par la même porte avec l'Occident. Ghannouchi défend la possibilité d'une démocratie islamique. Cette démocratie, ne doit pas être nécessairement instaurée pour produire de la laïcité et des valeurs libérales. La laïcité et le libéralisme est contraire à une forme de gouvernement islamique. Islam a le pouvoir de construire une démocratie dans le cadre de leur valeur. L'islam est une révolution de la liberté complète (Ghannouchi, 2013). Selon Ghannouchi, aujourd'hui, le principal problème du monde musulman n'est pas l'absence de la démocratie. Il y a leurs propres paradigmes, les valeurs, les histoires et les identités. Par exemple, le mouvement islamique en Tunisie, défend un système en conformité avec les valeurs sociales islamiques au lieu d'établir un Etat islamique. En dénonçant la violence, Gannouchi vise un régime qui a l'administration de la majorité, des élections libres, des droits des minorités et de la société civile. Dans ce système, le rôle de l'Islam est de fournir l'infrastructure intellectuelle et morale.

Les spécialistes sur les recherches islamiques américains ont souligné que les ennemis de la démocratie au Moyen-Orient sont les régimes laïques, et non pas les partis islamiques.

L'islamisme empêche le renouvellement de la culture musulmane. En rejetant la démocratie, les islamistes bloquent la démocratisation du monde musulman

(Raboudi, 2008). La religion représente l'espace absolu et immuable; la politique représente domaines relatifs et variables. Dans la pensée politique islamique, le sujet fondamentale est le conseil; non pas de limitation de contrôle et d'autorité. Le gestionnaire applique partiellement du conseil, est le gestionnaire vertueux et idéal (Cabiri, 2001).

La démocratie est le plus gros problème du monde islamique. En général, la démocratie a été acceptée par le patrimoine et l'expérience commune de toute l'humanité. Selon certains auteurs islamiques, la laïcité est le résultat de l'historicité unique de l'Occident. L'Islam a été défini comme la religion mais aussi l'Etat. C'est pourquoi, la laïcité est techniquement impossible. Pour moderniser les sociétés musulmanes, il faut que l'islam lui-même se modernise, de l'intérieur (Raboudi, 2008). Le développement du monde musulman ne peut passer que par le développement de l'Islam (Raboudi, 2008).

Dans le monde arabe, la démocratie a été prise comme la première condition de tout progrès des Arabes. La religion est un facteur dominant mais, les chercheurs ne tiennent pas compte des variables sociales, économiques, politiques (Vlassenbroek, 2013). La mise en place de principes démocratiques prend beaucoup de temps pour le Moyen-Orient.

Toutefois, avec les facteurs islamiques, le nationalisme arabe est un autre élément dominant au Moyen-Orient. Parce que, les arabes ont constitué la principale majorité de la population de Moyen-Orient. Dans la dernière partie, nous aborderons

le développement du nationalisme arabe et les relations entre l'Islam et le nationalisme arabe au Moyen-Orient.



3. LE NATIONALISME ARABE ET ISLAMISME

Le Moyen-Orient est une région qui a hébergé de nombreuses civilisations et de nombreux Etats. Le Moyen-Orient est une région ethniquement hétérogène mais les arabes constituent la majorité de la population. Toutefois, il existe une relation entre le nationalisme arabe et l'islamisme car, la culture islamique a une place importante dans les territoires du Moyen-Orient. Ce chapitre traite du nationalisme arabe dans le processus d'indépendance et d'influence du parti Baas sur le nationalisme. Ensuite, il explique comment changer la relation entre l'islamisme et le nationalisme arabe.

3.1 L'Emergence du Nationalisme Arabe

Au XVIIIe siècle, l'idée du nationalisme répandue en Occident et les établissements d'enseignement missionnaires étrangers en Egypte, au Liban et en Syrie, ont causé la diffusion des idées nationalistes au Moyen-Orient.

Après l'invasion de Napoléon de l'Egypte, Méhémet-Ali, le vice-roi d'Égypte a fait des réformes. En particulier, l'ouverture de l'école enseignée par des instructeurs étrangers, de traduction des livres d'origine occidentale ont attiré l'attention. D'ailleurs, le processus de contestation du monopole ottoman a commencé en Egypte (Eugène, 1984).

Dans la terminologie sur le Moyen-Orient, il existe différents termes concernant la nation: la première est la « communauté ». C'est le groupe de personnes qui vit en compagnie. La deuxième notion est le « peuple ». C'est l'unité du clan qui

lie les uns aux autres. L'ensemble des fidèles peut être connu comme la société, la communauté, le peuple. La troisième notion est le « genre ». C'est un terme qui signifie la solidarité de groupe. Il a assuré les liens de la communauté.

Au Moyen-Orient, jusqu'au 19^{ème} siècle, le système de nation (millet) a assuré la continuité ethnique et religieuse dans la communauté et l'intégration de ces communautés aux systèmes administratifs et politiques de l'Empire Ottoman. Aussi, ce système était une structure de communauté sociale et culturelle qui est basée sur la différenciation religieuse et ethnique. De plus, la religion, la langue, la structure ethnique et la famille étaient les éléments importants de la nation et ils constituaient la structure fondamentale de nation. Dans l'Islam, il y a la notion « d'umma » (la communauté) (Millenaire, 2010) et les gens sont réunis autour de l'Islam et la religion avait une hiérarchie autoritaire (Karpas, 2011). Les religions divines définissent les communautés qui partagent la même croyance comme la communauté ou la nation.

Avant l'utilisation du terme nation, l'utilisation du terme communauté était plus fréquente dans les études sur le Moyen-Orient. La communauté était l'unité organisationnelle fondamentale. La communauté peut être une communauté de religion et une unité sociale et administrative. L'espace commune et le sentiment commun doivent être pour une communauté. La communauté est apparue avant l'association. Les groupes primaires et les tribus sont des exemples de la communauté. L'unité de destin et la culture commune constitue un ensemble des membres de la communauté. Donc, les groupes primaires et les tribus sont traditionnalistes et conservateurs. Les coutumes avaient une pression sur la vie

sociale. C'est-à-dire, l'individualisme n'était pas développé. La vie de la communauté limitait donc la décision individuelle et la communauté était une nécessité pour ses membres, ces derniers étant nés dans cette communauté.

L'Empire ottoman est un exemple considérable qui a montré la culture de communauté. Ainsi, nous devons expliquer le terme de communauté dans l'Empire ottoman.

Dans le gouvernement de l'Empire ottoman, les dirigeants représentaient une communauté. Une communauté peut devenir une unité comme la politique et l'administrative mais quand la communauté rencontre les unions plus grandes, elle peut changer ou disparaître.

La famille est la base de la communauté. Elle est une institution qui protège et transfère la culture. Elle reflète les valeurs religieuses, ethniques, linguistiques et l'individu a développé un sentiment d'appartenance et d'identité grâce à la famille car, la famille est une institution qui protège les valeurs.

Quand on regarde l'histoire du monde arabe, dans la période de la domination ottomane, il n'y avait pas d'opinions fondées sur la base de " nation" parmi les Arabes durant de nombreuses années (Ait-Chaalal, 2007). Dans cette période, la conscience de la nation était sous pression avec la religion et l'Ottomanisme. C'est pourquoi, à cette époque, il y avait la prépondérance de la culture de « oumma » plutôt que d'une nation.

L'Ottomanisme bute d'unifier tous les composants de la société autour d'une citoyenneté égale pour tous. Ce principe est entré en vigueur avec le droit de citoyenneté en 1864. L'Empire Ottoman a été fondé sur le terme de la communauté.

Le territoire est un élément indispensable pour la continuité d'une nation. Les dirigeants élites ottomans voulaient la fidélité des nations au territoire. La littérature ottomane était influencée par cette situation. Notamment, Namık Kemal contribuant au développement du sentiment d'appartenance à la patrie.

Abdülhamid II essaya d'appliquer une politique pour l'intégration des Arabes en utilisant l'Islam comme une idéologie. Effectivement, l'idéologie Islamiste a appliqué le concept de nation aux non-musulmans puisqu'elle a été une idéologie utilisée pour assurer l'unité. Cette idéologie a influencé les Arabes. Au fur à mesure que la communication augmente, les groupes ethniques pouvaient perdre leur indépendance. Après 1908, certains dirigeants politiques ont commencé à utiliser le nationalisme ethnique pour mobiliser la nation (Karpas, 2011). Il y avait des groupes d'opposition en Syrie et en Irak. Ces groupes politiques sont devenus des groupes nationalistes arabes. Ils ont défendu le nationalisme arabe et ils ont adopté une position contre les politiques des Jeunes-Turcs.

Dans les années 1880, les Jeunes-Turcs ont eu une idéologie plus progressive (Georgeon, 1998). Ils ont défendu l'ordre constitutionnel. Mais, après ils se sont emparés du pouvoir politique, la situation a changé et ils ont pris une forme autocratique. Les Arabes aussi ont pensé à la séparation. C'est pourquoi, les politiques du parti Union et Progrès (İttihat ve Terakki Cemiyeti) ont commencé à s'orienter vers

le Turkism (Türkçülük). Ainsi, certains des Jeunes-Turcs sont restés liés à l'Ottomanisme. Les autres ont adopté le panislamisme pour le soutien des Arabes. Les Jeunes-Turcs ont utilisé la langue pour turquifier l'Etat.

Néanmoins, la langue est un élément important pour le nationalisme. Nous constatons que l'Empire Ottoman a utilisé la langue pour turquifier l'Etat. D'autre part, la presse était un moyen efficace. La prolifération des moyens de communication a influencé les Arabes et ils ont utilisé la langue arabe, ainsi ils ont développé leurs nationalités avec la langue.

Le nationalisme arabe butait à moderniser la langue et la culture arabe. Au début, cet éveil culturel arabe était un mouvement apolitique. C'était un mouvement culturel (Dakhli, 2009). La langue a un rôle pour le nationalisme et l'Etat. Le nationalisme est une unité socio-culturelle. La langue aussi est un des éléments fondamentaux de la nation. L'Arabe est une puissance centrale unificatrice pour les Arabes. La langue arabe protège le sentiment d'appartenance comme l'Islam. La langue arabe est une langue qui compose la doctrine et le droit d'Islam. En même temps, la langue est efficace sur la formation de l'existence politique.

Pour les Arabes, l'élément de langue est un élément important de la vie culture. La langue est une civilisation et une culture pour les Arabes. Les Arabes voient deux choses comme sacrées : l'Arabe et l'Islam. L'Arabe était une source de propagande contre l'étranger ou les pays étrangers. Après avoir rencontré le développement de la langue Turque, ils ont voulu intégrer ce développement leurs

nations. Les intérêts des arabes sont très importants pour le nationalisme arabe et nous verrons plus tard que ces intérêts seront politisés.

L'activité culturelle de l'Europe en Syrie a été particulièrement efficace grâce à des Arabes chrétiens. Parce que, au XIXe siècle, il y avait la concurrence religieuse entre les grandes puissances pour augmenter leur activité sur les lieux saints et les minorités chrétiennes. En particulier en Syrie, ils ont visé à former une génération arabe influencée par la culture arabe en ouvrant divers collèges et écoles (Soy, 2004). Ainsi, aux XVIIIe et XIXe siècles, les intellectuels chrétiens ottomans ont commencé à considérer le concept de nation avec l'influence de ces écoles sous la force occidentale. C'est pourquoi, les Arabes chrétiens ont joué un rôle important dans le développement du nationalisme arabe.

Toutefois, la classe moyenne a émergé, pour la première fois, chez les non-Musulmans. C'est pourquoi, le mouvement nationaliste est apparu chez les non-musulmans ottomans. Elle a émergé ensuite chez les musulmans ottomans. Mais les classes moyennes musulmanes protégeaient leurs propres identités.

Dans la formation de la conscience nationale des Arabes, en 1850, les Arabes chrétiens vivant au Liban ont établi des relations étroites avec l'Occident via le commerce et l'éducation. Ainsi, ils rencontreraient des mouvements nationalistes. L'idée du nationalisme, commençant à se réveiller pour les arabes libanais, avait commencé à se répandre parmi d'autres Arabes également.

En Europe, certains Turcs et Arabes égyptiens avaient appris des idées comme « patrie » et « nation » émergeant avec la Révolution française. En ce sens, l'une des figures les plus importantes dans la diffusion des idées nationalistes parmi les Arabes, est un égyptien nommé Rifa'a Rafi al-Tahtawi (1801-1873) (Soy, 2004). Il a transféré ses expériences acquises dans son livre publié en France en 1834. L'idée la plus importante de Tahtawi était le patriotisme égyptien.

A partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les fondements culturels du nationalisme turc ont commencé à être formés. Le nouveau mouvement des ottomans a eu l'idée de « patriotisme » (Karpas, 2011). Cette idée et la lutte pour l'indépendance des sujets ethniques ont influencé le gouvernement. Par exemple, la Constitution de 1876 définissait la langue officielle de l'Etat comme le turc (Haşlak, 2000). Au lieu de l'Ottomanisme et de l'Islamisme, le Turkism a été défendu.

L'Empire Ottoman a accepté le principe de la citoyenneté avec l'Edit de Réforme. Le système de nation (millet sistemi) de l'Empire Ottoman s'est anéanti en 1862. Les Chrétiens ottomans ont pensé d'être une partie de l'Occident. C'est pourquoi, les Chrétiens ont demandé leurs droits nationaux et leurs nationalités mais ces demandes n'ont pas été réalisées.

Pendant la dernière période du XIXe siècle, les tendances de nationalisation généralisées avec des mouvements nationalistes en Europe, ont causé l'identification de la base ethno-linguistique des nations. Cette situation a également influencé l'Empire ottoman. Les tendances et les demandes des communautés pour devenir une nation avaient augmenté.

Même si, la fondation des changements sociaux au Moyen-Orient s'est formée par les facteurs étrangers comme l'Europe, la faiblesse de la structure administrative de l'Empire ottoman a été efficace dans ce processus. L'idée du nationalisme a commencé à s'étendre avec l'interaction culturelle entre les Arabes et les Etats occidentaux.

Après la Révolution russe, les intellectuels de la Russie sont venus dans l'Empire Ottoman. Ils ont fondé l'Association de Turquie (Türk Derneği). Cette association a pris le nom de Foyers de Turc (Türk Ocakları) en 1912. Ziya Gökalp a écrit d'importants articles sur le fondement nationaliste républicain dans ces foyers. La compréhension du nationalisme de Ziya Gökalp est un nationalisme culturel. Dans le processus de transition de l'Empire à l'Etat-nation, il était un défenseur important du Turquisme.

Dans l'Empire Ottoman, les efforts de modernisation ont tout d'abord accentué la division entre les Musulmans et les non-Musulmans, puis ils ont politisé les éléments religieux avec l'élément national turc. Ces événements ont contribué au développement du nationalisme.

Entre les années 1908-1918, les Arabes ont demandé continuellement les réformes du gouvernement ottoman. L'objectif principal des réformes était donner l'autonomie à leur province. Mais, ces demandes n'ont pas été réalisées et cette situation a conduit à la mobilisation pour l'indépendance des Arabes.

Après la déclaration de seconde période constitutionnelle ottomane, le premier choc entre les Arabes et les Turcs s'est fait pendant les élections pour la création d'un conseil constitutionnel (Soy, 2004). Les Arabes ont affirmé que les Turcs ont organisé les conditions de sélection en leurs faveurs car, à la suite des élections, les Turcs ont pris 147 sur 288 sièges contre 60 pour les Arabes (Soy, 2004).

Le but de l'utilisation de la langue turque dans tous les domaines de la vie publique a également causé un conflit de plus en plus politisé avec les Arabes.

En raison de mouvements dans les Balkans et des troubles entre les Arabes, les fidèles de la Comité de l'Union et du Progrès (CUP), ont fait la transition de la Panislamisme vers la Touranisme (Soy, 2014). Cette situation a constitué une réaction parmi les Arabes. Ils ont vu cette transition comme la politique de turquification

A partir de 1909, des organisations secrètes se forment à nouveau contre le régime. Les revendications des Arabes sont ensuite communiquées: ils appellent à une plus grande participation aux affaires de l'Etat, à l'exercice des droits politiques, à une décentralisation et au respect de la langue arabe (Picaudou, 1992).

Avec l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des Empires centraux, le régime Jeune-turc a été radicalisé envers les mouvements arabistes qu'ils accusent de trahison (Romeo, 2011).

La fin de l'Empire ottoman et l'instauration des régimes des mandats et du rêve d'un grand royaume arabe, ont causé un nouveau dynamisme au nationalisme arabe dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme européen (Romeo, 2011).

3.1.1 Les processus de l'indépendance des pays du Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, on peut distinguer le processus d'indépendance des pays en deux périodes. Premièrement, après les années 1930, avec l'acquisition de l'indépendance des pays arabes. Deuxièmement, dans les années 1970, avec l'indépendance des pays du Golfe.

La Turquie a gagné son indépendance avec le Traité de paix de Lausanne de 1923. La guerre d'indépendance turque était la victoire musulmane contre l'impérialisme des Arabes. Il y a deux situations pour la séparation des Arabes et des Turques. Ce sont la laïcité en Turquie et la fondation des Etats nationaux qui sont liés à l'idéologie nationaliste au Moyen-Orient (Karpas, 2011).

L'Islamisme était l'idéologie principale des Arabes en 1914, mais les activités britanniques ont influencé les mouvements séparatistes des arabes. En 1916, le premier mouvement séparateur a été apparu politiquement par Hussein ibn Ali (chérif de la Mecque) en Hedjaz. C'est un mouvement soutenu par les Britanniques qui a assuré la révolte contre l'Empire Ottoman, avec la promesse d'un Etat arabe indépendant. Les britanniques ont donc organisé une révolte avec la promesse de l'indépendance en Hijaz (Soy, 2014).

Avec l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, en Egypte et en Syrie, les mouvements nationalistes au niveau culturel devenaient une quête à la recherche d'un Etat indépendant. Fayçal, fils d'Hussein ben Ali a fait entrer ses armées à Damas le

1er octobre 1918 (Koyuncu, 2008). Il a fondé un gouvernement arabe et en 1920, le Congrès Général Syrien s'est assemblé et a déclaré le Royaume Arabe Unie.

Avec la victoire des Etats de l'Entente, le Traité secret de Sykes-Picot a été approuvé par les Britanniques et les Français en mai 1920. Ce traité est toujours aussi important actuellement pour la situation du Moyen-Orient car la région du Moyen-Orient a été partagée entre les deux pays. Selon ce traité, le Liban et la Syrie ont été laissés à la France en 1920 et les armées françaises sont allées à Damas. L'Irak, la Jordanie et la Palestine ont été laissés au mandat de l'Angleterre. En Irak, le peuple chiite s'est révolté et l'Angleterre a, par la suite, signé un accord pour 25 ans avec l'Irak. L'Irak est devenu un royaume indépendant en 1932 et il est entré au Société des Nations (Cloarec et, Laurens, 2000).

Ces événements dans la région ont causé le développement de certaines idées comme le nationalisme arabe qui s'est fondé sur l'idée d'un Grand Etat arabe indépendant.

A partir de 1939, les pays coloniaux ont commencé à se retirer de la région au Moyen-Orient. Les Etats-nations arabes ont commencé à être fondée et à gagner leurs indépendances et le nationalisme est devenu une idéologie officielle. Par exemple, en 1936, l'indépendance de la Syrie a été reconnue.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale dans les années 1936 qui a donné l'autonomie à l'Egypte de l'Angleterre, il y avait trois groupes ; le Partie Wafd, le Roi Farouk et Gamal Abdel Nasser. A. Nasser est l'homme d'Etat et le soldat égyptien.

Nasser a obtenu le pouvoir et il a supprimé le Partie Wafd. Il a voulu supprimer l'influence britannique. Nasser a beaucoup contribué au nationalisme arabe, c'est pourquoi, il est un personnage marquant de l'histoire égyptienne.

En 1945, l'Union des Etats arabes a été fondée par l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, La Syrie, Liban, le Yémen, la Transjordanie (Lewis, 2005). Le mouvement de l'Unité d'arabe a renforcé le sentiment du nationalisme entre les pays arabes. La Transjordanie est devenue indépendante en 1946 et s'est appelé la Jordanie. Ces Etats voulaient leurs indépendances complètes. Après que les Etats occidentaux se soient retirés, le processus de l'indépendance a été complété.

La plupart des pays du Golfe, comme le Koweït, le Bahreïn, la Qatar, l'Emirats Arabes Unis, l'Oman, le Yémen ont obtenu leurs indépendances au XXe siècle.

Le Qatar était une petite province de l'Empire Ottoman. En 1913, avec un traité signé entre l'Angleterre et l'Empire Ottoman, l'Empire Ottoman renonça a sa domination sur le Qatar. En 1916, le Qatar a signé un traité avec l'Angleterre et a accepté d'être sous la protection de l'Angleterre. Le 3 septembre 1971, il a préparé une constitution et le Qatar a déclaré son indépendance avec le retrait de la Grande-Bretagne de la région (Başkan, 2012).

Le Koweït était aussi lié juridiquement à l'Empire Ottoman jusqu'en 1916. En 1889, l'Emir du Koweït a signé un traité qui a cédé le contrôle des relations extérieures avec l'Angleterre. En 1930, les gisements riches de pétrole ont commencé

à être découverts. Le mandat britannique s'est installé au Koweït avec la décision de la Société des Nations(1919). Ce statut a continué jusqu'en 1961. En 1961, le Koweït a proclamé son indépendance. Le Bahreïn était également sous l'influence de l'Angleterre. En 1968, l'Angleterre s'est retirée de la région. Ainsi, Bahreïn aussi est devenu indépendant en 1971.

Les Emirats Arabes Unis étaient également sous le protectorat de l'Angleterre. En 1968, l'Angleterre a annoncé son retrait de la région. Avec cette situation, le statut du protectorat était fini et l'Angleterre a reconnu l'indépendance en 1971.

Les nouvelles constructions territoriales ont vu le jour après l'effondrement de la domination européenne (Mutin, 2002). Même si les pays du Moyen-Orient ont gagné leurs indépendances, les problèmes ne sont pas complètement terminés dans la région, puisque tous ces processus ont conduit à un nouvel ordre.

3.1.2 Le nationalisme arabe après les indépendances

Même si les pays du Moyen-Orient ont obtenu leurs indépendances, le nationalisme a continué de se développer dans la région en raison de certains événements importants.

Avec l'Israël qui a déclaré son indépendance en 1948, le nationalisme arabe a été accéléré dans la région. Les pays arabes ont déclaré la guerre contre l'Israël mais, l'armistice a été signé en raison de la pression de la Grande-Bretagne. Puis, l'armée israélienne gagna la guerre. Cette guerre causa l'évolution du nationalisme arabe politique. Gamal Abdel Nasser Hussein est ensuite venu au pouvoir avec le coup en

1954. L'acteur marquant du panarabisme dans le monde arabe qui durant les années 1950 à 1970 est Gamal Abdel Nasser, qui fut Président de l'Égypte de 1954 à 1970 (Huc, 2013).

Une union a été créée avec l'Égypte nassérienne et la Syrie sous le nom de République arabe unie de 1958 à 1971, mais en 1961, la Syrie a quitté l'Union en raison du coup d'État militaire.

Il y a trois événements qui montrent le développement de nationalisme au Moyen-Orient. Ce sont le Pacte de Bagdad (1955), le Canal de Suez (1956) et la fondation de République arabe unies (1958) (Kellner et Dijalili, 2006).

Le Pacte de Bagdad est une alliance contre l'Union Soviétique sous l'influence des États-Unis et ce pacte a été signé entre la Turquie, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan. Pour l'Égypte, c'était un moyen d'impérialisme et l'écroulement de ses ambitions (Bertier, 1957). Nasser qui voulait agir indépendamment et il est devenu un réel leader du monde Arabe. Après le Pacte de Bagdad, en 1955, Israël a attaqué le camp de l'armée égyptienne à Gaza et cette situation a conduit au renouveau du rêve de l'unité arabe.

La crise du Canal de Suez était un événement crucial pour l'histoire du Moyen-Orient. Le 26 juillet 1956, Nasser a nationalisé le Canal de Suez et c'est pourquoi, l'Angleterre, la France et Israël ont réalisé une opération militaire en Égypte et les forces égyptiennes ont perdu (Piquet, 200). L'Union Soviétique a réagi d'une façon rigide pour cette opération. Par contre, les États-Unis ne voulant pas

l'influence Soviétique, ils ont exercé une pression sur la France et l'Angleterre. Par conséquent, la France, l'Angleterre et l'Israël se sont retirés de la région. Nasser a transformé la défaite militaire en victoire politique et il acquit un prestige important.

En 1958, l'unification de la Syrie et de l'Égypte sous la République de l'Union arabe était un événement très primordial pour le nationalisme arabe aussi. Nasser était le chef de l'État, mais certains problèmes comme la domination de l'Égypte ont influencé les fondements de l'Union. En 1961, la Syrie a déclaré se retirer de l'Union à cause des conséquences et des problèmes de l'Union.

Pendant la Guerre des Six Jours, l'Israël a vaincu l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Cette situation a causé une déception chez les Arabes. Les négociations de paix ont commencé. Nasser avait perdu son prestige sur les Arabes. Cette guerre avait préparé la régression du nationalisme arabe.

Avec le coup d'État de 1963, le Baas est venu au pouvoir en Syrie et la Syrie s'est retournée à la politique du nationalisme syrien (Picard, 1996). Dans le Parti Baas, il y avait d'une concurrence interne divisée en deux: le groupe qui défend le panarabisme et le groupe qui constitue des officiers alaouites. Le deuxième groupe avait défendu la Syrie au lieu de la Ligue arabe. Ils ont donné de l'importance au développement du socialisme en Syrie.

La Ligue arabe était un idéal. Les conflits des pouvoirs et la situation des minorités ont émergé de cette situation. Certaines minorités étaient contrés l'idée de la

Ligue arabe car, l'identité était un élément unificateur pour ces minorités et ils avaient pensé perdre leurs identités.

Pour les minorités religieuses syriennes, le nationalisme panarabe donna naissance à une administration islamique (Joseph, 1993). Comme l'Islam était un moyen éminent pour les Arabes, les minorités avaient peur de l'influence de l'Islam.

Après la fin de la guerre israélo-arabe de 1973, un nouveau processus a commencé. L'utilisation de la diplomatie comme moyen avait diminué la puissance du nationalisme panarabe. Les Arabes ont commencé à utiliser le pétrole comme puissance économique. Ils ont augmenté le prix du pétrole. Certains pays d'Europe occidentale et le Japon ont demandé des politiques pacifiques. Les Etats-Unis ont utilisé l'armement pour assurer le contrôle. C'est pour cela que les Arabes ont imposé de conclure une entente avec Israël. Les Etats-Unis avaient contacté l'Egypte pour le compromis entre les Arabes et l'Israël. Le 26 mars 1979, l'Accord de Camp David a terminé la situation de guerre entre l'Israël et l'Egypte. Le monde arabe a protesté contre cette négociation. Les pays arabes se sont rassemblés et ils ont pris la décision de sanctionner l'Egypte.

L'Egypte avait été le leader du nationalisme arabe mais l'Egypte avait trahi ce procès. Cette situation a causé des fragilités entre les Etats arabes.

Dans ce processus, la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) était un autre événement qui a empêché l'unité des Arabes. Après cette guerre, en 1990 l'occupation du Koweït par l'Irak, a apporté l'idée de Panarabisme à son point

culminant. Les forces des coalitions ont commencé la guerre du Golfe sous la direction des Etats-Unis. Cet événement a divisé le monde arabe en deux. L'Irak a prêté son appui à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et les autres pays arabes étaient aux côtés des forces de coalition. L'intervention sur les territoires des étrangers a été un coup sur le nationalisme arabe.

Après la guerre du golfe, chaque Etat arabe a utilisé le nationalisme pour leurs propres intérêts. Par conséquent cette situation a causé une crise sur le nationalisme arabe.

Le sentiment de la supériorité de certains Etats arabes était un autre obstacle important sur le nationalisme arabe. Par exemple, la Syrie voulait être le leader du Panarabisme et elle a confronté les pays non-arabe à cause de l'idée de la « Grande Syrie ». L'Irak et l'Egypte étaient aussi dans la même situation.

Le nationalisme arabe n'a pas continué malgré la même culture et la même langue communes. La domination du tribalisme, le sectarisme, la division ethnique et religieuse dans la communauté arabe, ont bloqué les efforts pour créer l'unité nationale. Les Etats arabes ont pensé à leurs propres intérêts au lieu de l'intérêt commun des Arabes. Toutes ces situations ont causé l'émergence du mouvement islamique au lieu du Panarabisme avec l'opposition de l'Occident et de l'Israël et aujourd'hui, l'islamisme a définitivement supplanté le nationalisme arabe lors des révolutions de 2011 (Huc, 2013).

3.2 La Relations entre l'islam et le Panarabisme

Tout d'abord, il est important de définir le panislamisme et panarabisme. Panislamisme est un mouvement religieux visant à unir sous le même toit, l'autorité des peuples musulmans. En même temps, c'est un mouvement de libération, de restauration et d'union qui tente à regrouper les musulmans (Al-Midani, 2012). Il est important de définir l'islamisme au sens large non pas le courant extrémiste de l'Islam (Bitat, 2012). Jacob M. Landau établi cette idéologie sur cinq piliers principaux ; un leader, l'universalité, l'obéissance de tous les musulmans, la solidarité, l'Action collective qu'elle soit politique économique ou même militaire (djihad), l'établissement d'un état panislamique regroupant les musulmans de par le monde (Landau, 2001). Cette définition montre les points principaux de la pensée islamique (Bitat, 2012).

Le panarabisme est un mouvement politique qui tend à réunir tous les pays de langue et de civilisation arabes en une grande communauté d'intérêts⁵. Mais, il y a deux séparations pour le panarabisme. Certains défendent la primauté des liens islamiques, par contre, il y a aussi une définition rejetant les sentiments islamiques en faveur d'une nation unifiée par la culture arabe. La religion joue un rôle, mais limité, car la laïcité constitue une caractéristique importante du panarabisme (Kronenwerth, 2015). Bref, la religion est substantielle pour le panislamisme.

⁵ Panarabisme, <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/panarabisme/57556>.

Avant l'islam, les arabes vivaient une vie primitive au sein des tribus. Ces tribus étaient en guerre les uns avec les autres en permanence et presque chaque tribu parlait une autre forme d'arabe. Il n'y avait pas d'activité dans la région du Moyen-Orient et dans l'arène internationale des Arabes (Ayhan, 2011). Mais au début du VIIème siècle, les arabes ont établi un nouvel ordre dans la région couvrant toute la péninsule arabique et dans le nouvel ordre islamique, le Prophète Muhammad était considéré comme la personne qui a apporté une position dominante aux Arabes. Selon un point de vue, le premier architecte du nationalisme arabe est le Prophète Mahomet et il a concilié l'islam avec la culture arabe (Ayhan, 2011). Cependant, l'acceptabilité de cette opinion est assez faible parce que, la priorité du prophète Mahomet, était l'islam. L'islam a conduit à une amélioration significative comme l'expansion géographique, la formation de l'identité culturelle dans la vie des Arabes et on peut dire que les Arabes ont acquis une nouvelle identité avec l'islam. Par contre, il n'y a pas de pensée de nationalisme arabe dans l'islam et l'islam n'est pas national mais universel.

Selon Yusuf Akçura, avant le panislamisme, le Mahométisme (müslümanlık) est une religion mettant l'accent sur les affaires de communauté et de politique et donc il est considéré le Mahométisme comme des formes d'Etat (Akçura, 1991). L'islam est à la fois une religion mais aussi une nation. Au contraire, bien qu'il y ait une forte capacité de représentation de l'islam, il n'a pas créé de nation (Akçura, 1991). Les musulmans ne se composent pas seulement d'Arabes. Alors, si une unité islamique est créée, un groupe ethnique sera assimilé dans un autre groupe. Par exemple, comme le danger de dissolution des Turcs avec les Arabes musulmans

(Akçura, 1991). Néanmoins, au 18ème siècle, avec l'émergence de mouvements nationalistes Arabes, le processus de nationalisme arabe a commencé.

Toutefois, dans la formation d'une nation, l'idée de nationalité est primordiale et effectivement, le nationalisme est plus efficace dans le processus de mise en place d'une nation. Dans le nationalisme arabe, même s'il y a une relation entre le nationalisme arabe et l'islam, l'Islam n'a pas causé le nationalisme arabe, il a contribué au nationalisme arabe et les Arabes ont commencé la nationalisation avec l'Islam.

3.2.1 Le Parti Baas sur les formations de l'arabisme

La Nahda (le mouvement de la Renaissance arabe) s'est développée à compter de la fin du XIXe siècle (Mutin, 2002). L'idéologie de la Nahda contient l'héritage arabe musulman et veut l'unité de tous les arabophones (Mutin, 2002). L'arabisme bute de conservation de l'identité arabe.

L'arabisme s'est renforcé avec le Parti Baas à la fin de la première moitié du XXe siècle (Mutin, 2002).

Le Parti Baas est un acteur primordial au Moyen-Orient. L'idéologie du Parti Baas est un mélange de nationalisme arabe et de socialisme européen et c'est un parti qui a acquis son idéal de la renaissance et de la résurrection des Arabes. La culture pour baathistes, c'est la culture et l'histoire mais aussi les perspectives communes (Mutin, 2002).

Michel Aflak et Salahedine Bitar⁶ ont joué un rôle important pour ce parti (Taha, 2012). Michel Aflak est le fils d'un nationaliste arabe convaincu, opposé à l'Empire ottoman puis à la présence française (Conrad, 2003).

La doctrine du nationalisme de Baas est basée sur le principe d'une « Unité de la nation arabe » qui doit s'unir sous un seul état pour continuer à contribuer à la civilisation du monde. Le parti a été fondé sur la base de l'ethnicité. Donc, les principaux paramètres du parti sont les suivants : seul drapeau, seul gouvernement, seule armée et un seul monde arabe. L'élément le plus important du nationalisme arabe, c'est l'union (Conrad, 2003). Cette union est nommée par Aflak et Bitar comme la Renaissance arabe (Lucie et Oudin, 2010). Ensuite, en 1941, le cercle de réflexion d'Aflak et Bitar s'est concrétisé par la formation d'un parti appelé Baas (Lucie et Oudin, 2010). Le premier congrès a été créé en 1947, et « Unité-Socialisme-Liberté » était le devise du parti (Lifar, 2015). Le programme de parti a été déclaré en 1947. M. Aflak a objectivé l'unification comme un Etat-nation réel et le Parti Baas s'est opposé à l'accord de la Ligue arabe. Aussi, le programme parti était fondé sur l'indépendance et le socialisme. «L'unité, la libération et le socialisme» était le mot de passe et la tâche de la partie est de construire une société socialiste arabe unifiée libre de l'exploitation impérialiste et de l'inégalité sociale.

La liberté était aussi une notion importante. Pour Michel Aflak, le fondement de la lutte pour la liberté est la lutte contre la puissance coloniale. La liberté avait

⁶ Michel Aflak est né en 1910 à Damas, en Syrie et Michel Aflak appartient à une famille d'origine chrétienne orthodoxe. Salah al-Bittar est né en 1912, également à Damas et il est un musulman sunnite.

l'objectif d'obtenir les indépendances des pays arabes et d'assurer la justice sociale car cette lutte est cruciale pour le socialisme.

La compréhension socialiste de Baas était différente. M. Aflak s'efforçait pour la synthèse du nationalisme et du socialisme. C'était un socialisme non-Marxiste. Car, le Marxisme n'était pas une idéologie efficace pour la lutte d'indépendance du monde arabe et pour sauver le problème du système d'exploitation. Le parti a utilisé le socialisme comme un moyen mais le Parti Baas arabe s'est unifié avec le Parti Baas arabe et socialiste. Ainsi, le nom du parti est devenu Parti Baas arabe socialiste. Ils ont utilisé le socialisme pour servir au nationalisme.

Le Parti Baas était une formation efficace dans le monde arabe et a été une puissance principale dans plusieurs pays. Particulièrement, le Parti Baas a généralisé son idéologie avec l'appui de l'armée en Syrie et en Irak et leurs extensions sont créées en Irak, en Jordanie et au Liban (Lifar, 2015).

Le nationalisme arabe avait une nature islamiste par contre, Baas voulait construire une société arabe laïque mais, il a attaché de l'importance à l'Islam. Le Baas considère l'islam comme l'élément le plus précieux de la construction du mouvement national arabe (Taha, 2012). En raison des principes socialistes du parti, il était assez attrayant pour les minorités.

En 1948, avec la déclaration de l'indépendance d'Israël, le nationalisme arabe s'est tourné vers une dimension différente. Les Juifs ont réalisé un pas important pour l'indépendance avec le plan de partage aux Nations Unies. Mais, si le monde arabe

avait réagi à ce plan, Israël avait déclaré son indépendance. Cette situation est la cause des guerres Arabe-Israël. Les Etats arabes avaient déclaré la guerre à l'Israël mais avait la pression de l'Angleterre. C'est ainsi qu'Israël a vaincu.

Après cette guerre, la puissance de la Ligue arabe s'est brisée et une des conséquences de cette guerre a causé l'augmentation du nationalisme arabe politique.

Nasser nationalisait le Canal de Suez en 28 Juillet 1956. Fin octobre 1956, l'Israël, la France et l'Angleterre commençaient à mettre au point un plan d'intervention militaire contre le régime égyptien de Nasser pour reprendre le contrôle du canal (Boughton, 2001). Ainsi, ils décident d'intervenir militairement contre l'Égypte pour cesser les actions militaires égyptiennes à Gaza (Lucie & Oudin, 2010). Le Sinaï a été occupée par l'intervention de l'armée israélienne. Mais, la Grande-Bretagne a accepté une résolution de cessez-le-feu prise par l'ONU (Boughton, 2001). Ainsi, l'Angleterre, la France et l'Israël ont retiré ses troupes d'Egypte.

La création de l'Organisation de libération de la Palestine est un autre événement important. En 1959, le Fatah⁷ était une organisation politique fondée par Yasser Arafat (Özcan, 2011). Pour cette organisation, le rôle central des Palestiniens est principal dans la libération de leur patrie. Toutefois, l'Organisation de libération de la Palestine a été créé sous l'égide égyptienne en 1964.

Toutefois, la tension entre Israël et les Arabes a causé les Guerres de Six Jours en 5 juin 1967. Pour les peuples arabes, ces guerres étaient un mouvement

⁷Fatah : Mouvement de Libération de la Palestine

nationaliste. L'Israël a occupé la Cisjordanie et la partie orientale de Jérusalem, la bande de Gaza, le plateau du Golan et la péninsule du Sinaï (Crousaz, 2005). Israël était vainqueur et ces guerres ont entraîné la chute de nationalisme arabe.

Malgré tout, pour le nationalisme arabe, le baathiste avait l'objectif de reconstruire la culture et la société arabe pour tous les Arabes. Un autre nom important était Hafez el-Assad pour le Parti Baas et la Syrie. Il est arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1970. Il a défendu la politique de l'unité arabe et avait un idéal de Grand Syrie qui a unifié les Arabes sous un même toit. Il y avait deux objectifs de la vie d'Assad; la première était de constituer l'unité arabe, le deuxième de combattre avec Israël. Ce double objectif a été la stratégie de base d'Assad. Selon Assad, la Ligue arabe signifie la destruction d'Israël (Koyuncu, 2008). La Syrie était importante pour le panarabisme mais, le soutien de la Syrie à l'Iran non-arabe a causé des problèmes entre les Arabes. Le conflit d'Assad avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et Arafat, l'annulation de son adhésion à la Ligue arabe de l'Égypte et l'exclusion de l'Égypte dans le monde arabe, sont parmi les raisons de l'effondrement de la Panarabisme (Sever, 2004).

Après les années 1970, il y a eu des émeutes. En août et septembre 1981, par exemple, les groupes islamiques réunis sous le nom de la Front islamique syrienne, ont bombardé plusieurs bâtiments du ministère. À Hama, en 1982, les Frères Musulmans étaient assez forts et en réaction, Assad a organisé un long siège d'artillerie (Desbonnet, 2005). De 1982 à 2011, le régime syrien n'a pas rencontré de menace interne. Mais, en 2011, Bachar el-Assad a utilisé la stratégie de son père déjà

trente ans plus tôt et a donné une réponse disproportionnée aux premières manifestations de 2011 (Desbonnet, 2005). Cette situation continue toujours aujourd'hui et les émeutes islamiques ont rendu impossible le nationalisme arabe.

Le nationalisme arabe s'est répandu entre les Arabes mais, la véritable intégration sociopolitique du nationalisme n'était pas développée car le terme nationalisme est un concept d'origine européen. C'est pour cette raison que, les conflits, les fautes, les guerres se sont réalisées au Moyen-Orient.

Actuellement, le Panarabisme est très faible avec la montée de l'islamisme puisque, l'arabisme a perdu son potentiel révolutionnaire (Mutin, 2002).

3.2.2 L'islamisme peut-il être une alternative au nationalisme arabe au Moyen-Orient ?

Pour le Moyen-Orient, il y avait le terme « communauté » avant la nation. La communauté est un terme religieux. Elle ressemble à un peuple et à une société. Pour une communauté, la religion, la langue, particulièrement la famille est de composants primordiaux. Il existe donc plusieurs facteurs qui influencent le nationalisme au Moyen-Orient. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer la religion.

Les Etats nations au Moyen Orient avaient des idéologies tels que le panarabisme chez les peuples arabe puis l'islamisme (Mutin, 2002). Au Moyen-Orient, le nationalisme a servi pour deux buts que sont la construction nationale et la lutte contre la domination de l'étranger. Même si, le nationalisme arabe a voulu créer une société arabe laïque, il n'a pas rejeté l'Islam. Les références religieuses jouent

toujours un rôle important dans les discours et les pratiques des régimes car, au Moyen-Orient, les traditions communautaires sont enracinées et l'islam a joué un rôle important dans la création de l'identité nationale.

Le nationalisme arabe n'a, en réalité, pas cherché à se séparer du religieux (Oulahbib, 2012). Le concept de nation avait un faible pouvoir de mobilisation pour le nationalisme arabe (Bozarslan, 2000). En raison de cette situation, les Etats en construction ont essayé de légitimer le nationalisme avec la religion et ont montré la religion comme une partie de l'identité nationale.

Le nationalisme arabe n'a pas échoué de fournir une continuité forte (Kramer, 1992). Les multiples guerres et conflits ont causé l'échec du nationalisme. En effet, le Panarabisme était efficace comme force culturelle mais il n'a pas été activé comme une force politique. Dans le même sens, John Esposito a aussi souligné que le Panarabisme était plutôt un idéal qu'une réalité (Öztürk, 2012). Les intérêts des dirigeants arabes et de la société a été différente et l'ordre arabe équitable socio-économique promis n'a pu être établie.

Après les années 1970, en particulier l'influence de l'Islam a augmenté au Moyen-Orient. La victoire israélienne contre les Arabes en 1967 et la mort de Nasser ont provoqué un déclin rapide sur les tendances pan-arabistes et cela a conduit à la recherche d'une nouvelle idéologie (Pierre-Robert, 1994). Puis, l'échec du mouvement nationaliste arabe contre Israël a commencé à renforcer le discours islamique (Duman, 2005). Aujourd'hui, c'est plutôt le discours islamique qui prime sur les idéaux panarabes.

Selon Joseph Samaha (intellectuel et journaliste libanais), après la défaite du courant nationaliste arabe, il y avait un vide et les islamistes ont rempli ce vide (reportage avec Joseph Samaha). Après 1970, le mode de vie islamique se manifeste comme une idéologie alternative (Manaz, 2005).

L'expert du Moyen-Orient, Allan Ramsay a déclaré que l'Islam a émergé comme le seul alternatif au socialisme et au nationalisme qui ont échoué (Manaz, 2005). Selon les islamistes, l'Ouest avait transmis différentes idéologies pour maintenir sa domination sur le monde islamique et pour arrêter le développement de la civilisation islamique.

Dans la plupart des pays islamiques, après 1970, l'augmentation des tendances religieuses ont été observées (Manaz, 2005). Les événements tels que la Révolution iranienne de 1979, les attentats du 11 Septembre 2001 sont des exemples montrant ces tendances.

Dans le système mondial bipolaire, les équilibres régionaux ont commencé à être mis en place en conformité avec cette nouvelle structure en parallèle avec la division de la politique mondiale. L'Union soviétique a soutenu les nationalistes arabes et les mouvements révolutionnaires communistes au Moyen-Orient. Par contre le Bloc de l'Ouest (Les Etats-Unis) et ses alliés ont coopéré avec les Etats traditionnels et conservateurs dans le contexte de la politique d'endiguement de l'Union soviétique. En outre, Nasser, le leadership de l'Egypte a suivi une politique prosoviétique avec l'idéologie panarabisme. Toute fois, les États-Unis et ses alliés ont

suivi la politique de soutien aux régimes comme l'Arabie Saoudite en utilisant le panislamisme (Ataman et Kuşcu, 2012).

En Arabie saoudite, il n'y avait pas de groupes intellectuels pour développer le discours panislamisme et c'est pourquoi, les membres de l'Organisation des Frères Musulmans qui étaient sous la pression en Egypte et en Syrie ont été autorisés à se réfugier en Arabie saoudite pour la lutte contre le panarabisme. Les noms importants de la pensée des Frères Musulmans ont écrit sur les différents aspects de la religion telle que la pensée islamique et la philosophie islamique et ils ont influencé le système éducatif saoudien.

Dans les pays du Moyen-Orient, l'opposition et le discours islamiste se sont développés. En particulier, la Révolution islamique de 1979 en Iran a encouragé l'utilisation de l'islam pour le discours politique dans le monde musulman et les groupes sociaux sont entrés dans des processus de politisation.

L'islamisme a été discuté comme un phénomène du XXe siècle, suite au déclin du nationalisme arabe (Kane, 2012). Les Frères musulmans est un exemple primordiale pour l'islamisme et ce groupe a développé l'idéologie islamiste. De même, le période des islamistes a commencé avec les mouvements arabes déclenchés par le début de 2011 et ainsi, l'islamisme avait pris la place du nationalisme arabe (Yılmaz, 2013).

Les Frères musulmans étaient idéologiquement plus efficaces dans les pays comme l'Egypte et la Palestine (Hamas) et ils se sont placés eux-mêmes dans un rôle

centriste parmi les groupes laïques et radicaux, visant à déplacer le pouvoir de l'islam politique.

Les Frères musulmans sont devenus un groupe puissant aux élections parlementaires égyptiennes de décembre 2005 (Kane, 2012). En fait, avec la modernisation les nouveaux mouvements islamiques sont nés au XXe siècle et ainsi les Frères musulmans ont trouvé une place plus efficace dans cette nouvelle conjoncture qui est apparue avec la révolution islamique de 1979.

L'islam a constitué une nouvelle image et on peut observer l'influence de l'islam avec l'augmentation des populations musulmanes en Europe et les institutions islamiques qui se sont multipliées dans les grandes villes européennes (Kane, 2012). Par exemple, le nombre de mosquées est passé de 10 à presque 1 000 entre 1960 et 1975 (Kepel, 1991). Un autre exemple, on comptait en 2008 plus de 300 institutions financières islamiques réparties dans les pays européens (Alouani, 2015). En effet, l'idéologie de l'islamisme est une expression de l'authenticité, de l'identité, des valeurs culturelles et spirituelles pour les peuples musulmans (Ghalioun, 2007). C'est pourquoi, l'effet de l'islamisme est très fort sur les peuples du Moyen-Orient.

La religion et la politique sont deux concepts qui n'ont pas lien au Moyen-Orient. L'islam est une culture considérable pour les sociétés du Moyen-Orient. Egalement, les fondements de l'islam ont été considérés comme une solution aux problèmes des peuples arabo-musulmans, cependant, il existe une séparation sectaire basée au Moyen-Orient.

Les sociétés arabes ont vécu de profondes divisions au sein de leurs composantes ethniques, religieuses et sectaires, qui ont coexisté tout au long de leur longue histoire (Ziadeh, 2015).

Le manque de zone de paix, le développement, la sécurité, la coopération, le respect mutuel, le droit et la démocratie, provoquent toujours la recherche d'un nouvel ordre dans le Moyen-Orient (Ghalioun, 2007). Ainsi, le nationalisme arabe, qui serait important pour la région est délaissé pour laisser place à la montée de l'islamisme. L'islamisme ne constitue pas une alternative, il est une option. Il n'y a cependant toujours pas d'ordre établi au Moyen-Orient et les guerres, les conflits, et les problèmes continuent. Le nationalisme et l'islamisme sont deux concepts qui orientent les processus importants pour le Moyen-Orient, mais en même temps, ils sont aussi dans un dilemme et en conflit.

CONCLUSION

Le Moyen-Orient est une région complexe, qui se trouve dans la mobilité et au sein de cette mobilité des problèmes politiques et idéologiques continuent constamment. Les conflits, les problèmes empêchent le développement de la région et la mise en place d'un système bien établi.

Ce mémoire a examiné la relation de l'islamisme avec la démocratie et le nationalisme arabe. En même temps, il a l'objectif d'étudier le thème de la démocratie au Moyen-Orient et de son rapport avec l'Islam, en donnant les indicateurs. Nous avons voulu voir s'il existait des efforts démocratiques et une relation entre l'Islam et la démocratie au Moyen-Orient. Enfin, nous avons remis en question au cours de cette recherche, l'importance de la partie Baas pour le nationalisme arabe et l'interaction avec l'Islam.

L'une des questions les plus fréquemment posées pour le Moyen-Orient, est-ce que la démocratie peut être réglée dans le Moyen-Orient? Le Moyen-Orient est équipé d'éléments religieux et les caractéristiques sociales de la région ont été formées avec la religion. L'islam est la dynamique principale du Moyen-Orient, mais les facteurs comme les mœurs et coutumes traditionnels, et d'autre part la forte présence des clans et tribus locaux forment un frein au processus de démocratisation. C'est pourquoi, les débats sur la démocratie continuent. Cette situation a causé les débats qui sont devenu la problématique centrale de notre mémoire.

Le Moyen-Orient est une région dominée par des régimes autoritaires. La région a vécu le processus de la démocratisation dans certaines périodes. Par exemple, la période du Printemps arabe a été la période la plus démocratique.

L'un des meilleurs exemples de la démocratisation est le Quartet du dialogue national en Tunisie. Il avait pour but une démocratie pluraliste et le Dialogue a assuré la construction de l'ordre constitutionnel. Cette situation est une étape importante pour un pays du Moyen-Orient. De plus, le Quartet du dialogue national a entraîné une transformation politique dans la société et ainsi, a montré la nécessité de l'existence de la société civile pour la démocratie.

Quant à la relation entre la démocratie et l'Islam, l'un des exemples les plus importants est le Salafisme. Au Moyen-Orient, tous les processus sociaux et politiques sont influencés par des valeurs islamiques. Après la période du Printemps Arabe, les partis islamistes ont bénéficié de l'environnement démocratique créé. Les salafistes montrant une forte réaction, ont rapidement organisé et établi leurs partis politiques. Notamment, le parti Nour qui est le plus grand des partis salafistes égyptiens est devenu une force politique alternative aux structures politiques des Frères musulmans. Comme nous observons par cet exemple, au Moyen-Orient, les éléments islamiques profitent des éléments démocratiques et ces situations montrent l'existence du dilemme dans le Moyen-Orient.

La majorité de la population au Moyen-Orient est composée d'Arabes. C'est pourquoi, le nationalisme arabe a été efficace sur les problèmes dans certaines périodes. Le nationalisme arabe butait à moderniser la langue et la culture arabe.

L'arabisme a été renforcé avec le Parti Baas. Effectivement, l'unité arabe et la lutte contre Israël sont deux objectifs essentiels du nationalisme arabe mais, avec la montée de l'islamisme, le nationalisme arabe a perdu son effectivité. Aujourd'hui, les facteurs islamiques sont plus dominants. Car, le Moyen-Orient est une région qui n'a pas de stabilité politique et les problèmes ainsi que de nouveaux conflits émergent toujours. Cette situation conduit aussi à une nouvelle recherche sur la région et la plus importante de ces recherches est l'Islamisme. Parce que, la société au Moyen-Orient, vit généralement avec les éléments islamiques. La culture et le mode de vie de la société ont été façonnés par la religion.

Par conséquent, la démocratie et le nationalisme arabe sont deux concepts identifiés avec l'Islam pour le Moyen-Orient. Même s'il y a les éléments démocratiques, les éléments islamiques prennent place dans cette démocratisation. Cette situation nous permet de remettre en cause la question suivante : « l'Islam est-il compatible avec la démocratie ? ». Ainsi, pour le Moyen-Orient, la relation entre la démocratie et l'Islam n'est pas finie.

Conformément à l'hypothèse, l'influence de l'Islam est primordiale pour le Moyen-Orient, donc la religion et l'appartenance communautaire en général n'empêcheraient pas les processus. Pourtant, l'Islam a toujours été considéré comme un composant du débat sur la démocratie et du processus du nationalisme.

Toutefois, l'islamisme n'est pas exactement une alternative. Aujourd'hui, l'islamisme a une dimension différente et est devenu un phénomène discuté. La stabilité est un facteur principal pour la solution des problèmes et l'Islam, la

démocratie ou le nationalisme peuvent fournir cette stabilité, mais les débats et les relations entre ces trois facteurs continueront.

En conséquent, le Moyen-Orient, même aujourd'hui est une région située dans une position importante et a vécu des périodes de soulèvement pour la démocratisation. Cette étude a traité la question de la démocratisation avec les concepts de nationalisme arabe et les éléments islamiques. Nous avons également tenté de démontrer des relations entre ces trois concepts. Ce mémoire est une étude qui pourrait servir d'introduction à de nouvelles problématiques quand on pense à l'avenir de ces trois facteurs.

Parallèlement à ce travail et pour des recherches futures, certaines questions ont été également émergés telles que : Est-ce que l'islamisme pourrait être un nouveau alternatif au nationalisme arabe? Dans quels sens les efforts de la démocratie peuvent-ils co-exister avec les valeurs islamiques ? Est-ce qu'un nouveau *challenge* peut se produire dans l'avenir au Moyen-Orient?

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, (1), 385-472.
- Addi, L. (2002). La perception des attentats du 11 septembre dans le monde arabe et musulman. *Confluences Méditerranée*, (1), 165-169.
- Ahmad, İ., & Özdemir, F. (2012). Demokrasi ve İslam, *Journal of Islamic Research*, 23(2), 79-87.
- Akgün, B., & Özşahin, M. C. (2011). Soğuk Savaş Sonrası Dünyada Demokratik Konsolidasyon Sorunu: Teorik Bir Çerçeve Arayışı. *International Relations/Uluslararası İlişkiler*, 7(28), 32-51.
- Akıncı, A. (2014). Milliyetçilik Kuramları. Cumhuriyet Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi, 15(1), 131-149.
- Al Jiboury, A. (2006). *Site Web d'Irenees*. Repéré à http://www.irenees.net/bdf_fiche-defis-138_fr.html.
- Al-Midani, M.A. (pas de date). *Site Web de Arab Center for International Humanitarian Law and Human Rights Education* Repéré à https://www.acihl.org/articles.htm?article_id=23.
- Amghar, S. (2016). *Site Web de Sciences Humaines*. Repéré à https://www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-que-le-salafisme_fr_35322.html.
- Anderson, B., (2007). *Hayali cemaatler, milliyetçiliğin kökenleri ve yayılması*, İstanbul, Metis Yayıncılık.
- Ait-Chaalal, A. (2007). Langue (s) arabe (s), monde (s) arabe (s), arabité, arabisme: éléments de réflexion et d'évaluation de dynamiques complexes. *Revue internationale de politique comparée*, 14(1), 51-68.
- Ataman, M., & Kuşçu, Y. (2012). Suudi Arabistan'daki Siyasal ve Toplumsal Hareketlerin Gelişimini Etkileyen Faktörler. *Alternatif Politika*, 4(1), 1-26.
- Ateş, D. (2009). İSLAM KÖKTENCİLİĞİ (!) Kökeni, Genel Nitelikleri, Tanımlar ve Sınıflamalar. *Akademik Orta Dogu*, 3(2), 64-93.
- Ayhan, A. (2011). Doğu Ve "Öteki" Ekseninde Arap Milliyetçiliği: Vahada Bir Serap. *Uluslararası Asya ve Kuzey Afrika Çalışmaları Kongresi*, Ankara, 1(1), 210-219.
- Bassiouni, M. C. (1998). La démocratie: principes et réalisation. *Inter-Parliamentary Union*, 6-24.

- Bertier, F. (1957). L'Egypte et le Pacte de Bagdad. *Politique étrangère*, 22(5), 535-551.
- Bitat, A. (2012). Le Panislamisme et le défi de la modernité, papier dans le cadre du séminaire d'études européennes générales : L'Europe et la Méditerranée, 2012.
- Bodur, H. E. (2005). Dini Motifli Terör Fenomeni ve İslam'ın Siyasal İstismarı. *Kahramanmaraş Sütçü İmam Üniversitesi İlâhiyat Fakültesi Dergisi*, 5.
- Bozarslan, H. (2002). Islam, nationalisme ou les paradoxes turcs. *Après Demain*, 16-18.
- Boughton, J.M. (2001). L'affaire de Suez en 1956 a-t-elle été la première crise financière du XXIe siècle ?, *Finances&Développement*.
- Botiveau, B. (1993). Loi islamique et droit dans les sociétés arabes: mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient. Karthala Editions.
- Bréchon, P. (1995). Institution de la laïcité et déchristianisation de la société française, *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, (19), 1-7.
- Burgat, F. (2011). Anatomie des printemps arabes. *Nouveaux acteurs, nouvelle donne: l'état du monde*, 97-107.
- Burdeau, G. (1952). Démocratie classique ou Démocratie vivante. *Revue française de science politique*, 2(4), 653-675.
- Cavatorta, F. (2012). Le printemps arabe: le réveil de la société civile. Aperçu general. *Barcelone: Institut Européen de la Méditerranée (IEMed)*. 83-90.
- Cloarec, V& Laurens., H. (2003). *Le Moyen-Orient au XXe siècle*, Armand Colin, Paris.
- Conrad, P. (2002). Le Proche-Orient sous mandats français et britannique, *Clio*.
- Dağı, İ. D. (1998). Ortadoğu'da İslam ve siyaset. Boyut Kitapları, Boyut Yayın Grubu
- Dakhli, L. (2009). Arabisme, nationalisme arabe et identifications transnationales arabes au 20e siècle. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (3), 12-25.
- de Crousaz, P. (2005). Le facteur démographique dans la détermination par Israël de ses frontières avec les Palestiniens. *A contrario*, 3(2), 66-98.
- Desbonnet, A. (2015). Les Évolutions Tactiques Du Conflit En Syrie, *Cahier du RETEX*, 26-29.
- Dimier, V. (2002). L'internationalisation du débat colonial: rivalités autour de la Commission permanente des Mandats. *Outre-mers*, 89(336), 333-360.

- Dot-Pouillard, N. (2009). Rapports entre mouvements islamistes, nationalistes et de gauche au Moyen-Orient arabe. *Alternatives sud*, 150.
- Duman, S. (2005). Ortadoğu Krizleri ve Türkiye. Ankara Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi, (35-36), 313-332.
- Dursun, Davut. (1995). *Ortadoğu Neresi İçinde*, İnsan Yayınları, İstanbul.
- Er, Mücahit. (pas de date). *Site Web d'Academia*. Repéré à https://www.academia.edu/9351933/Demokrasinin_Tarihi_Geli%C5%9Fimi.
- Er, T., & Ataman, K. (2008). İslamofobi ve Avrupa'da birlikte yaşama tecrübesi üzerine. *Uludağ Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi*, 17(2), 747-770.
- Eugène, B., Catherine Kaminsky., & Simon Kruk. (1983). Le nationalisme arabe et le nationalisme juif, *Politique étrangère*, 49(1): 174-175.
- Faris, D. M. (2012). La révolte en réseau: le «printemps arabe» et les médias sociaux. *Politique étrangère*, (1), 99-109.
- Felice, D. (2010). Semih Vaner, Daniel Heradstveit, et Ali Kazangicil (dir), Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes, *Revue théologique de Louvain*, 41(2), 295-297.
- Filali-Ansary, A. (2003). Islam, laïcité, démocratie. *Pouvoirs*, (1), 5-19.
- Ghalioun, B. (2007). L'arabisme par delà nationalisme et islamisme, *Confluences Méditerranée*, Harmattan, (2)6, 101-117.
- Göle, N. (2008). *İç İç Girişler : İslam ve Avrupa*, İstanbul, Metis Yayınları.
- Göle, N. (2005). La laïcité républicaine et l'islam public, *Pouvoirs*, (4), 73-86.
- Göle, N. (2012). *Seküler ve Dinsel: Aşınan Sınırlar*, İstanbul, Metis Yayınları.
- Huc, A. (2013). *Site Web de Taurillon*. Repéré à <https://www.taurillon.org/Federer-des-peuples-l-exemple-du-panarabisme,05457>.
- Huntington, S. (2006). Medeniyetler Çatışması ve Yeni Dünya Düzeninin Yeniden Kurulması. Çev: Mehmet Turhan, Cem Soydemir, İstanbul: Okyanus Yayınları..
- Ibrahim, I. A. (2008). *Petit Guide Illustré Pour Comprendre L'Islam*, Darussalam International Publications, London.
- İlyasoğlu, A. (1994). Örtülü kimlik: İslamcı kadın kimliğinin oluşum öğeleri (Vol. 5). Metis Yayınları.
- Jeanpierre, L. (2011). Points d'inflexion des révoltes arabes, *Les temps modernes*, (3), 63-84.

- Joseph, B. (1993). Le nationalisme arabe, *Politique étrangère*, 58(1), 185-188.
- Kane, O. L'« islamisme » d'hier et d'aujourd'hui. Quelques enseignements de l'Afrique de l'Ouest, *Cahiers d'études africaines* 2012/2 (N° 206-207), 545-574.
- Karadağ, A. (2006). Sürdürülebilir Demokrasi. *CÜ İktisadi Ve İdari Bilimler Dergisi*, 7(1), 76-101.
- Kellner, T., & Djalili, M. R. (2006). Au centre pétrolier du monde: le golfe Persique. *Outre-terre*, (1), 341-375.
- Kepel, G., Richard, Y., Eickelman, D. F., & Roy, O. (1990), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Seuil, Paris, 47-59.
- Khader, B. (2009). État, démocratie et société civile dans le monde arabe. *Alternatives sud*, 16(4), 193-208.
- Khader, B., Selim, M., Selim, G. M., Sawah, W., Poirier, M., Beaugrand, C., & Mancilla, J. M. (2012). Le «printemps arabe»: un premier bilan, *Alternatives Sud*, (19, 7): 8-36.
- Khader, B. (pas de date). *Site Web de CETRI*. Repéré à <http://www.cetri.be/Etat-democratie-et-societe-civile?lang=fr>.
- Kireççi, M.A. (2015). *Sur le site de Ankara Siyasal ve Ekonomik Araştırmalar Merkezi*. Repéré à <http://www.gazetebilkent.com/2017/05/09/mehmet-akif-kirecci-ile-roportaj-dunden-bugune-ortadogu/>.
- Kramer, G. (1992). Liberalization and democratization in the Arab world. *Middle East Report*, 22, 12-28.
- Korkmaz, A. (2012). Arap Baharı Sürecinde İnternet ve Sosyal Medyanın Rolü. In *International Symposium on Language and Communication: Research Trends and Challenges (ISLC)* (pp. 2147-2153).
- Koyuncu, A. A. (2015). Dört Farklı Perspektiften İslam Demokrasi Tartışmaları. *İnsan ve Toplum Bilimleri Araştırmaları Dergisi*, 4(3), 705-727.
- La démocratie. (2003). Site Web de Cevipof. Repéré à http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/434/publication_pdf_cahierducevipof36.pdf.
- Landau, J. M. (2001). Pan-islam politikaları: ideoloji ve örgütlenme. Anka Yayınları.
- Larzilliere, P. (2012), Nationalisme, communisme ou islamisme? Idéologie et engagement en Jordanie, in Al Hussein, J. et Signoles, A. *Les Palestiniens entre Etat et diaspora: le temps des incertitudes* Paris, Karthala/ IISMM-EHESS, 189-210.
- Lewis, B. (2002). La révolte de l'Islam. *Le Débat*, (2), 50-67.

- Lucie, A., & Oudin, C. (2010). Crise De Suez De 1956. *Les clés du Moyen-Orient*.
- Maclure, J., Taylor, C. (2010). *Laïcité et liberté de conscience*. Les Éditions du Boréal/ Montréal: Boréal. 8-14.
- Manaz, A. (2015). *Dünya'da Siyasal İslamcılık*. Ayraç Yayınları, İzmir.
- Martin-Muñoz, G. (2001). Le débat sur l'Islam et la démocratie ou quand l'imaginaire l'emporte. *Civilisations*, 177-188.
- Meriboute, Z. (2013). «Printemps arabe»: le poids des Frères musulmans leur vision de l'Etat et de la finance islamiques. *International Development Policy/ Revue internationale de politique de développement*, (4.1), 155-172.
- Musaoğlu, N., & Efeğil E. (2007). Ortadoğu'da Büyük Ortadoğu Projesi uygulanabilir mi?, *Akademik Orta Doğu*, 1(2). 1-18.
- Mutin, G. (2002). Du Maghreb au Moyen-Orient, un arc de crises. *Documentation photographique*, pp-10.
- Orta Doğu'da Din. (2013). *Site Web de Politik Akademi*. Repéré à <http://politikakademi.org/2013/01/orta-doguda-din-siyaset-ve-siyasal-islam/>.
- Ortadoğu'da Diriliş: Arap. (2006). *Site Web de Tasam*. Repéré à http://www.tasam.org/tr-TR/Icerik/240/ortadoguda_dirilis_arap_milliyetciligi.
- Ounaïes, A. (2015). Construire un État démocratique: le cas de la Tunisie, *IEMED*, 33-43.
- Özdemir, İ. (2000). Dini ve Demokratik Değerlerin Yükselişini Doğru Okuma, *Köprü Dergisi*, (72): 35-51.
- Özlük, E. (2007). Orta Doğu İstisnacılığı: Sömürünün Yeni Keşif Yolu, *Akademik Orta Doğu*, 142-161.
- Picard, É. (1996). Fin de partis en Syrie. *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 81(1), 207-229.
- Picaudou, N. (1992). La décennie qui ébranla le Moyen-Orient, *Editions Complexe, 1914-1923*, (55), 30-44.
- Pierre-Robert, B. (1994). Olivier Carré, Le nationalisme arabe et L'islam laïque ou le retour de la Grande Tradition, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°1, (72), 136-141.
- Pipes, D. (2008). *Site Web de Sefardi*. Repéré à <http://sefardi.over-blog.fr/article-18779588.html>.
- Piquet, C. (2009). Histoire du canal de Suez, *Paris: Perrin « pour l'histoire »*, 1-5.

- Romeo, L. (2012). *Site Web de Les Clés Du Moyen-Orient*. Repéré à <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Revue-Moyen-Orient-no-13-special.html>.
- Rondot, P. (1981). Egyptianité et panarabisme, *Politique étrangère*, (4), 813-822.
- Rouyer, M. (2003). Les promesses du constitutionnalisme, *Raisons politiques*, (2), 7-23.
- Roy, O. (2003). Islamisme et nationalisme, *Pouvoirs*, Paris, Seuil, (1), 45-53.
- Sabeh, M. (2014). Démocratie et religions au Proche-Orient: les cas du Liban, d'Israël, des Territoires palestiniens et de la Turquie (Doctoral dissertation, Paris 5).
- Sağır, A. (2015). Kamusal Hayatın Dışlanan Yüzleri Olarak Avrupalı Müslümanlar: Nilüfer GÖLE'nin Gözünden İslamafobi Tartışmaları. *İnsan ve Toplum Bilimleri Araştırmaları Dergisi*, 4(4), 1024-1048.
- Salamé, G. (1991). Sur la causalité d'un manque: pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique?. *Revue française de science politique*, 307-341.
- Saraçoğlu, C. (2013). Akp, Milliyetçilik Ve Dış Politika: Bir Milliyetçilik Doktrini Olarak Stratejik Derinlik. *Alternatif Politika*, 5(1), 52-64.
- Sayın, Y. (2011). Din Ve Uluslararası İlişkiler: İslam'ın Dış Politika Kuramı. *Journal of Islamic Law Studies*, (17).
- Soy, B. (2004). Arap Milliyetçiliği: Ortaya Çıkışından 1918'e Kadar, *Bilig*, (30), 178.
- Steuer, C. (2013). Les salafistes dans le champ politique égyptien, *Politique étrangère*, (4), 133-143.
- Okur, A.I. (2013). Orta Doğu'da İslamın Siyasallaşması ve Demokrasi. *Atılım Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü*, Ankara, 1-93.
- Öztürk, T. E. (2012). Düünden Bugüne Pan-Arapçılık Ve Arap Baharı: Yeni Bir Pan-Arap Uyanış Mı?, *Akademik Orta Doğu*, 7(1), 124-132.
- Taha, Zakaria. (2012). Le parti Baath et la dynastie al-Asad en Syrie: la laïcité dans un contexte communautaire, *Le parti Baath et la dynastie al-Asad en Syrie : la laïcité dans un contexte communautaire*, Jun 2012, Rennes, France. <halshs-00734773>
- Taşkesen, A. (2011). Arap Dünyası'nda Demokratikleşme Hareketleri, *Akademik İncelemeler Dergisi*, 6(2), 259-268.
- Tilly, C. (2011). *Demokrasi*. Phoenix, Ankara.
- Ural, Ş. (1999). Demokrasi Kavramı, Toplumsal Değerler ve Birey. *Ankara Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi*, 40(1), 451-459.

- Valeurs de la démocratie. (2011). Site Web de ac-clermont. Repéré à https://www.ac-clermont.fr/fileadmin/user_upload/Eleves/Valeurs_de_la_democratie_et_valeurs_de_la_republique.pdf.
- Weber, E. (1998). Islam et démocratie. *Revista CIDOB d'afers internacionals*, 243-253.
- Weber, M. (2013). *Le savant et le politique*. Presses Électroniques de France.
- Wieviorka, M. (2002). Réflexions sur le 11 septembre 2001 et ses suites, *Confluences Méditerranée*, (1), 27-40.
- Yıldırım, E. (2014). Modernite Ve Milliyetçilik: Modern Milliyetçilik Kuramları Üzerine, *Akademik Sosyal Araştırmalar Dergisi* (6), 23-27.
- Yıldırım, Ramazan. (2013). Cemaatten Partiye Dönüşen Selefilik, *Seta*, (73), 6-22.
- Yılmaz, S. (2010). Orta Doğu'ya Demokrasiyi Getirmek, *Uluslararası İktisadi ve İdari İncelemeler Dergisi*, (5), 64-80.
- Zeghal, M., Gerges, F. A., & do Céu Pinto, M. (2002). Les États-Unis et l'islam politique, *Archives De Sciences Sociales Des Religions*, (120), 55-60.

Annexe A : Curriculum Vitae

SEHER GÖZDE AŞAN

13.01.1991-İstanbul

Türkiye - İstanbul - Maltepe

Cep telefonu:0554 968 49 48

E posta: gzdust@gmail.com

Kişisel Bilgiler

Doğum Tarihi: 13/01/1991

Cinsiyet: Bayan

Sürücü Belgesi: B

Eğitim Bilgileri

İlkokul : Göktürk İlköğretim Okulu

09.1997-06.2002

Ortaokul :Necdet Seçkinöz İlköğretim Okulu

09.2002- 06.2005

Lise : Leyla turgut lisesi / Ankara

09.2005- 06.2009

Üniversite (Lisans) : Yeditepe Üniversitesi - (Örgün Öğretim) 2,89 / 4

09.2009- 06,2014 İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi, Siyaset Bilimi ve Uluslararası

İlişkiler

(Fransızca) - Destek Bursu (%50)

Üniversite (Yüksek Lisans) : Yeditepe Üniversitesi - (Örgün Öğretim)

09.2014- ... Sosyal Bilimler Enstitüsü, Uluslararası İlişkiler (Fransızca)

2014-2015 yılı not ortalaması : 3.71

Anadolu Üniversitesi İşletme Yönetimi (açıköğretim)

2012-2015

İş Deneyimi

İnsan Kaynakları Stajyeri

TOBB ETU HASTANESİ

07.2013 - 08.2013 (1 ay) | Ankara - Türkiye | Gönüllü

Kurs ve Sertifikalar

*Sagesse Consultancy Beden dili giriş eğitimi sertifikası

*KYK eğitim sertifikası

*Yabancılar ve vatandaşlık hukuku eğitimi

*Yeditepe Üniversitesi Kariyer Haftası

Başarılar, Ödüller, Makaleler

Tiyatro tek oyunculuk ödülü

Yeditepe Üniversitesi Siyaset bilimi ve uluslar arası ilişkiler (fr) lisans bölüm

ikinciliği

-Akademik perspektif dergisi makale yayını

“İKİ ÖNEMLİ GÜÇ: İRAN VE TÜRKİYE” 11 Ocak 2015

“ KIRIM KRİZİ VE ULUSLAR ARASI BOYUTU” 8 Şubat 2015

-Uluslararası bilimsel toplantılarda sunulan ve bildiri kitabında basılan bildiriler

“A STUDY OF ANTI-NUCLEAR MOUVEMENTS” (ANTİ-NÜKLEER HAREKETLER), Dakam (Eastern Mediterranean Academic Research Center), 2-4 Temmuz 2015, İstanbul, (yayın tarihi 2015).

